

# Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale

n° 7

2003

## Présentation

Cette brochure est l'édition en langue française de *quelques articles* de la revue **Marxismo Vivo** - N° 7 publiée en espagnol, voir [www.marxismalive.org](http://www.marxismalive.org).

La "présentation" qui suit concerne l'édition complète en espagnol, qui comprend entre autres la première partie d'un long article de James Petras, *Où va le Brésil ?* et un appel de la Direction Nationale du PSTU à la gauche du PT de rompre avec ce parti de Lula. Nous n'avons pas repris ces articles dans la version française abrégée, mais nous reproduisons quand même cette présentation sans omissions, ne serait ce que pour mieux situer le thème du dernier article de cette édition française, *La gauche révolutionnaire et le Front Populaire*.

Le numéro précédent de la revue, « Le Marxisme Vivant » (N° 6) a été consacré à l'analyse du Brésil et du gouvernement de Lula dans le cadre de la situation mondiale. Ce nouveau numéro aborde le même thème que le précédent. Cette "répétition" thématique, qui n'est pas habituelle dans le style de notre revue, se doit au fait que le processus brésilien a été transformé en une référence obligée, non seulement pour l'extrême gauche mais pour la majorité des organisations politiques du monde.

Il y a quelques mois, Lula a eu le score le plus haut dans un sondage sur les préférences pour les candidats aux élections présidentielles. Ceci n'aurait rien d'étonnant, si ce n'est que le pays où le sondage a été réalisé n'était pas le Brésil mais l'Argentine. D'autre part, dans ce même pays, lors des élections présidentielles récentes, une bonne partie des candidats de la bourgeoisie se sont bagarrés pour voir qui faisait le plus d'éloges à Lula. Ils n'ont pas tort, puisque le gouvernement de Lula est en train de mettre en pratique ce qu'aucun des gouvernements bourgeois précédents n'a pu faire: la réforme de la Prévoyance Sociale, comme premier pas d'un plan plus général

de réformes tendant à "moderniser" le Brésil (c'est-à-dire, l'intégrer encore davantage au monde "globalisé", contrôlé par les impérialismes étasunien et européen).

Entre-temps, les travailleurs brésiliens stupéfaits surveillent les agissements d'un gouvernement qu'ils croyaient être "de changements". Parmi eux, il y en a déjà une partie importante qui ne se contente plus de le surveiller mais qui commence à l'affronter.

La majorité de l'extrême gauche au niveau mondial, qui dans un premier temps a soutenu inconditionnellement le gouvernement de Front Populaire de Lula, commence maintenant à voir ses faiblesses mais ne perd pas l'espoir de le changer de l'intérieur. Il s'agit des théoriciens qui parlent d'un "gouvernement dont on dispute l'orientation". Cette position a comme expression la plus importante celle du Secrétariat Unifié, qui fait partie du gouvernement de Front Populaire brésilien.

Personne n'avait l'illusion de penser que Lula emmènerait le Brésil au socialisme mais la majorité de l'extrême gauche espérait que, en ce qui concerne les questions sociales, le gouvernement de Lula aurait été un peu mieux que celui de Fernando Henrique Cardoso. Toutefois, ce qui paraissait évident ne l'était pas. Etant donné la situation actuelle de l'économie mondiale et des relations internationales, le fait est qu'une semi-colonie comme le Brésil ne peut en aucune manière obtenir une quelconque amélioration substantielle du niveau de vie de sa population, sans adopter des mesures révolutionnaires de confrontation avec les maîtres impérialistes, ce que le gouvernement de Lula n'est pas disposé à faire. Il est donc impossible de comprendre la réalité brésilienne hors du contexte international. C'est la raison pour laquelle dans cette revue, nous insistons sur tout ce qui concerne la situation mondiale.

Il est toutefois nécessaire de rappeler que le marxisme n'est pas né pour contempler la réalité mais pour essayer de la transformer. En ce sens, le grand dilemme qui se présente à l'extrême gauche révolutionnaire est celui-ci: que faire face au gouvernement de Front Populaire? C'est précisément le troisième grand sujet qui est abordé dans ce N° 7 de la revue « Le Marxisme Vivant ».

**2,00 €**

Editeur responsable et adresse de contact: [lital.be@wanadoo.be](mailto:lital.be@wanadoo.be)

**Année 2003**

## **La nouvelle crise de l'impérialisme et la révolution mondiale**

José Welmowicki  
Professeur de Sciences Sociales (Brésil)

Le contexte international, ouvert après le 11 septembre et la guerre en Irak, a entraîné tant de modifications, et d'un tel poids, qu'une analyse des tendances générales de la situation mondiale s'impose. D'une part, beaucoup de changements importants, qu'il nous faut caractériser, sont survenus. D'autre part, vu la grande confusion qui règne à l'intérieur des forces se réclamant du marxisme révolutionnaire, il nous faut réaffirmer des questions théoriques et de principes, et en même temps faire une nouvelle élaboration dans le cadre du marxisme, éclaircir des problèmes et réactualiser des définitions.

D'emblée, nous voulons souligner que la définition léniniste de l'impérialisme est, aujourd'hui, plus actuelle que jamais et qu'au XXI<sup>ème</sup> siècle, comme au XX<sup>ème</sup>, une poignée de puissances se partage la domination du monde. Aussi, la décadence imposée par le capitalisme, à une partie chaque fois plus grande de l'humanité, est une cruelle réalité : même les statistiques récentes de l'ONU témoignent de cette terrible chute des conditions de vie. En comparaison aux décennies antérieures, le monde subit un recul général depuis les années 90<sup>1</sup>. Dès lors, la défaite de l'impérialisme est devenue une question de vie ou de mort pour l'humanité et "*l'époque des guerres et des révolutions*" est plus que jamais en vigueur.

Dans son offensive de recolonisation et d'oppression, avec son caractère parasitaire et destructeur, l'impérialisme dominant se trouve confronté à la réponse des masses, cependant qu'une contradiction subsiste : celle de l'absence d'une direction révolutionnaire. Ici, il nous faut donc souligner l'autre définition fondamentale du marxisme révolutionnaire, celle énoncée par Trotsky dans le Programme de Transition : "*la crise de l'humanité se réduit à la crise de sa direction révolutionnaire*".

---

<sup>1</sup> Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement, "*le plus frappant est l'extension de la stagnation et des revers, que nous n'avons jamais vu dans les décennies antérieures*". - Folha de S.Paulo, 8/7/03, p.8

Par conséquent, la question de la direction révolutionnaire du prolétariat, de la reconstruction d'une IV<sup>ème</sup> Internationale avec influence de masses, et des partis révolutionnaires dans chaque pays, se pose aujourd'hui avec plus d'acuité et plus d'urgence que jamais. La situation mondiale révolutionnaire donne lieu, chaque jour, à l'émergence de militants capables de résoudre cette crise. Nous voyons dans chaque bataille, dans chaque rencontre internationale, des milliers de combattants qui convergent par rapport à des questions politiques et programmatiques posées par les luttes concrètes, tel qu'on a pu le voir lors des mobilisations massives contre la guerre de Bush en Irak et dans chaque grande bataille contre le néolibéralisme ou la ZLEA.

### **Le néolibéralisme et la mondialisation ont aiguisé le caractère parasitaire et destructeur de l'impérialisme.**

Le nouveau contexte dans lequel se trouvent la lutte des classes et les organisations de l'extrême gauche révolutionnaire dans chaque pays nous impose une discussion plus substantielle, qui doit permettre d'améliorer la compréhension de la situation mondiale. Il importe de commencer cette discussion par une rétrospective des différentes évaluations surgies à chaque moment dans les rangs du marxisme révolutionnaire et du mouvement ouvrier.

Aussi nous faut-il remonter au passage convulsif vers la dernière décennie du XX<sup>ème</sup> siècle. La chute du mur de Berlin, la révolution dans les pays de l'Europe de l'Est et la contre-offensive impérialiste ont eu des conséquences de longue portée et ont ouvert une discussion profonde dans le mouvement ouvrier mondial. Les années 90 ont vu la généralisation des réformes néolibérales qui ont facilité la mondialisation du capital, la restructuration de la production et la prolifération des *zones de libre échange*. Plus particulièrement, la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers bureaucratisés (ex-URSS, ex-RDA, Chine, Vietnam), quoiqu'initiée précédemment, s'est consolidée en cette période, et les propagandistes de l'impérialisme s'en sont saisis, telle une nouvelle arme, pour proclamer "*la mort du socialisme*" ou "*la fin de l'histoire*".

La dite "*mondialisation*" (nom qu'on donne à cette réalité du capital encore plus internationalisé et plus avide de spolier les peuples du monde entier) promettait à ces peuples une évolution globale vers un monde plus juste et équitable, mais ce n'était là qu'une façade pour dissimuler la progression de la domination capitaliste, sur davantage de sources de richesse. Il s'agit d'une véritable **offensive recolonisatrice**, dans le style des anciens empires : un pillage ouvert des richesses et l'ouverture des soi-disant

*zones de libre échange* comme le NAFTA et d'ici peu la ZLEA, l'ouverture des marchés et le renversement des barrières protectionnistes dans une série de pays pour l'invasion commerciale et industrielle des transnationales. Il s'agit d'une **offensive d'exploitation** contre la classe ouvrière, leur imposant des rythmes de travail inouïs, pour retirer ainsi, par le biais de cette "*restructuration productive*", une survalueur encore plus brutale qu'auparavant. Il s'agit d'une attaque en règle contre la législation du travail et les acquis sociaux, qui mène à une destruction d'emplois et à une



Le Mur de Berlin en 1962 (Potsdamer Platz).

augmentation du chômage à une échelle inimaginable jusqu'à maintenant. Enfin, et ce n'est pas le moins grave, la destruction des ressources naturelles en fonction des besoins du profit capitaliste, transforme des accords pourtant signés en grande pompe (comme celui de Kyoto) en bouts de papier sans aucune valeur.

D'autres caractéristiques de la "*mondialisation*" sont la concentration extrême des capitaux, à travers fusions et acquisitions gigantesques, et l'accentuation du capital financier, avec des conséquences prédatrices dans toute la planète par la voie du "*capital volatil*", tout ceci étant accompagné par un déchaînement de privatisations. Aussi, la dite "*globalisation*" a dévoilé ses véritables motivations : la recherche par le capital de l'augmentation du taux de profit aux dépens des travailleurs et des peuples du monde entier. Au cours de ces dernières années s'est imposé une série de retours en arrière aux travailleurs et aux pays, avec la collaboration de gouvernements soumis et de directions traîtresses.

L'expression évidente de ce vaste processus d'exploitation est la concentration extrême de la richesse, du commerce et de la production dans les pays "riches" (20 % des pays détiennent 80 % de la richesse mondiale) : ce processus laisse la majorité de la population mondiale sombrer dans la misère profonde, voire dans l'indigence totale dans beaucoup de régions de la planète.

Devant une réalité aussi macabre, beaucoup de secteurs ont fini par conclure que l'impérialisme était invincible et éternel. Alors, on a commencé à parler d'"*humaniser*" la société capitaliste, comme une politique "*réaliste*". C'est là, par exemple, la logique de la soi-disant "*Troisième voie*". Plus récemment, dans une logique semblable, mais rapportée aux mouvements sociaux, on a même parlé de "*surpasser le capitalisme*" par un autre type de société, "*l'Empire*".

Il nous faut donc réaffirmer que l'époque impérialiste est pleinement en vigueur et que ses traits distinctifs se sont même exacerbés, tels que Lénine les avait caractérisés :

l'hégémonie du *capital financier*, résultat d'une fusion du capital bancaire et du capital industriel à un degré sans précédent ;

l'exportation de capitaux et plus uniquement de marchandises ;

le partage du monde entre les oligopoles (transnationales) ;

le partage du monde entre les grandes puissances impérialistes, garantissant le contrôle des marchés et des matières premières ;

la tendance à imposer aux peuples des conditions de vie de plus en plus mauvaises, menaçant la planète avec des guerres et une dégradation de la vie humaine, dans tous les sens du terme.

## Les époques

Nous appelons *époque* des périodes spécifiques marquées par une relation structurelle entre le développement des forces productives et la structure de classes/relation de production, dans une société donnée. Ainsi, dans le mode de production capitaliste nous pouvons distinguer trois phases ou époques différentes : une première phase d'affirmation (l'époque des révolutions bourgeoises) ; une seconde phase, marquée surtout par le capitalisme de libre concurrence, où se développent les forces productives, ce qui permet, au moyen des luttes, d'obtenir des réformes qui ne remettent pas en cause les bases du mode de production capitaliste ; et une troisième phase, celle où nous nous trouvons actuellement et que Lénine a appelée "stade suprême du capitalisme", ou **époque impérialiste**. Dans cette époque, qui s'est imposée avec force à partir de la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, le monde entre dans une phase

de décadence des forces productives et va de crise en crise. Sa contradiction centrale consiste en ce que les forces productives entrent en totale contradiction avec les relations de production capitaliste et avec les frontières nationales. Les conditions de vie des travailleurs empiront de jour en jour. Les réformes n'étant plus possibles (sauf pour une période éphémère), parce que le capital ne peut plus se permettre de faire des concessions de façon durable, il ne s'agit plus d'une époque réformatrice (comme était la seconde époque, jusqu'à 1914), mais d'une époque révolutionnaire.

La bourgeoisie cependant, comme n'importe quelle classe dominante, ne peut d'emblée accepter sa chute et répond par les armes de la contre-révolution et de la guerre. La réalité exige une révolution internationale, sans quoi l'humanité devra souffrir une décadence toujours plus poussée.

### **Les étapes de l'époque impérialiste**

Les concepts d'*étape* et de *situation* font partie des outils d'analyse marxiste pour évaluer le rapport de forces entre les classes en lutte. Ces concepts sont relatifs, et Lénine aussi bien que Trotsky les utilisaient de cette façon, généralement associés à un pays ou une région, mais nous pouvons étendre l'usage à l'échelle internationale. Nous utilisons le concept d'*étape* en l'associant à des changements plutôt structurels et de fond dans la lutte des classes, et le concept de *situation* associé à des changements plutôt conjoncturels. Une *époque* pouvant comporter plusieurs *étapes*, ces dernières évalueront, dans le cas présent, le rapport de forces entre l'impérialisme et le mouvement des masses à l'échelle internationale. Ainsi, dans l'*époque impérialiste*, nous pouvons distinguer trois *étapes* mondiales, bien marquées, entre 1917 et 1989<sup>2</sup>.

La première s'étend de 1917 à 1923, la deuxième de 1923 à 1943 et la troisième s'ouvre avec la victoire de Stalingrad en 1943 et s'étend jusqu'à 1989.

### **1989-1991 : les révolutions en Europe de l'Est ouvrent une 4<sup>ème</sup> étape**

Nous estimons avérée notre caractérisation selon laquelle les révolutions des pays de l'Est ouvriront une nouvelle étape, la quatrième, à l'échelle mondiale. En effet, le caractère des changements structurels et superstructurels qui sont survenus ont été d'une telle magnitude qu'ils ont

---

<sup>2</sup> Nous utilisons ici les caractérisations de Nahuel Moreno.

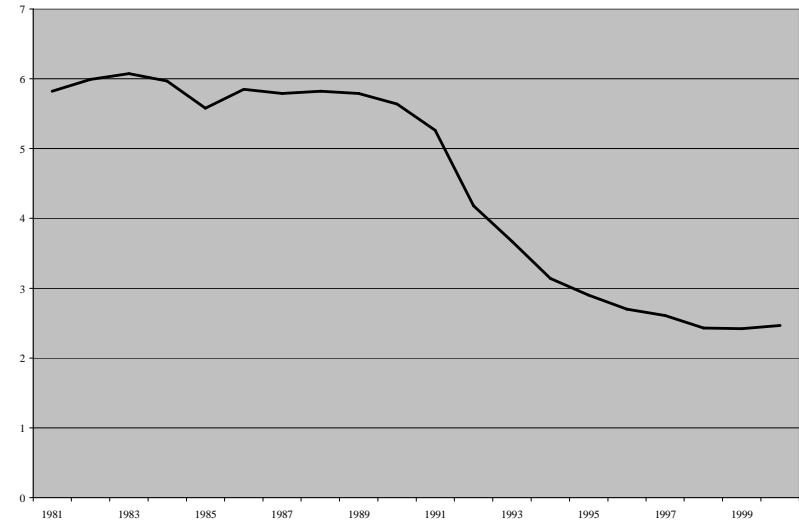
conduit toute l'extrême gauche (la réformiste et la révolutionnaire) à une remise en question et/ou à une crise, face à l'ampleur de ces transformations. Avec la chute des régimes de l'Europe de l'Est s'ouvrent une nouvelle étape et une nouvelle situation.

Pourquoi notre caractérisation d'une 4<sup>ème</sup> étape est-elle correcte ? Premièrement, parce que ce sont les masses de l'Europe de l'Est et de l'ancienne URSS qui ont porté le coup final aux régimes staliniens et à l'ancien ordre, ce qui lui donne un caractère révolutionnaire, anti-bureaucratique et inconsciemment anti-impérialiste. Deuxièmement, parce qu'arrive ainsi la phase terminale de la chute du stalinisme, ce qui allait désormais libérer le mouvement des masses de son principal carcan, un carcan qui avait dévoyé maintes révolutions et qui avait amené les Etats bureaucratiques jusqu'à la guerre entre eux (la Chine et le Vietnam, invasion de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, coup d'état contre la révolution politique en Pologne). Cette libération historique (auparavant, elle ne s'était posée que de façon très isolée) était fondamentale parce qu'elle éliminait de par le monde les obstacles les plus solides à la construction de directions alternatives révolutionnaires de masses, au fur et à mesure qu'avaient lieu de nouveaux processus révolutionnaires. C'est pourquoi nous avons défini que le caractère de cette 4<sup>ème</sup> étape est révolutionnaire (et non pas réactionnaire, comme l'ont définie les "orphelins du stalinisme" face à la chute de leur modèle).

Une contradiction grave subsiste cependant : la crise de la direction révolutionnaire a permis aux directions pro-impérialistes de diriger ces révolutions, de la Pologne jusqu'à l'URSS. De cette façon, l'impérialisme a pu absorber l'impact causé par ces révolutions et a pu utiliser cette force pour restaurer le capitalisme dans les anciens Etats ouvriers et, à partir de là, lancer une offensive économique, politique, idéologique et même militaire. Tout comme auparavant, il a essayé d'utiliser la collaboration contre-révolutionnaire du stalinisme et de tous les appareils pour freiner la révolution. L'impérialisme a profité de la chute du stalinisme pour se renforcer face au mouvement des masses (rappelons le rôle de Walesa et Yeltsin), pour tirer profit de la classe ouvrière de ces pays comme main d'œuvre bon marché et pour pénétrer leurs marchés de façon agressive, initiant par-là ce que nous avons appelé plus tard une offensive de recolonisation à l'échelle mondiale. Cet élément a été important pour établir une fois pour toutes une nouvelle agenda politique mondiale, le "néolibéralisme", et étendre ses recettes pro-impérialistes sur tous les continents.



Les révolutions des pays de l'Europe de l'Est n'ayant pas été capables de renverser cette voie, la restauration du capitalisme dans tous les anciens Etats ouvriers bureaucratés a mené à la constitution d'Etats capitalistes, ce qui a servi de base au discours sur la "mort du socialisme".



Le produit Intérieur Brut de la Russie au fil des années, en % du PIB mondial

### **La montée du néolibéralisme : les années 90 et le nouvel ordre mondial**

Le concept d'*ordre mondial* suscite pas mal de confusion. Par ce terme nous voulons signaler une forme déterminée d'articulation existant entre les Etats, c'est-à-dire, la façon dont une structure donnée de domination s'impose, à l'échelle mondiale, à tous les Etats. A l'époque impérialiste, cela concerne la façon dont les puissances impérialistes exercent leur domination sur le monde. Nous pouvons considérer l'*ordre mondial* comme un régime à l'échelle internationale ; utilisant cette analogie, nous disons qu'un ancien régime est tombé et que sur ses restes, un nouveau régime a pris forme : à partir de la fin de l'URSS et des Etats ouvriers bureaucratés, la coexistence pacifique entre l'impérialisme et les bureaucraties n'est plus

d'actualité et désormais, ce sont directement les institutions économiques, politiques et militaires impérialistes qui prennent de l'ampleur pour exercer la domination sur l'ensemble de la planète. Cela ne veut pas dire paix et tranquillité ; l'ancien ordre ne représentait pas non plus de stabilité d'ailleurs.

A l'échelle mondiale, l'ordre serait le *régime*, soit la forme selon laquelle se combinent les institutions par lesquelles s'exerce le pouvoir. Nous pouvons donc dire que l'on est sorti d'un régime/ordre mondial de collaboration entre l'impérialisme et la bureaucratie - comparable au régime de front populaire dans un pays et tout aussi contre-révolutionnaire - issu de la défaite du fascisme et de la montée révolutionnaire d'après guerre, et qu'on est passé à un régime d'*unité impérialiste* - comparable au régime d'unité nationale dans un pays - dirigé manifestement par les Etats Unis.

La "coexistence pacifique" entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique était l'essence de l'ordre prépondérant jusqu'à 1989 : cherchant à maintenir, respectivement, leur domination, ils collaboraient entre eux pour dévoyer et/ou réprimer les processus révolutionnaires. Une telle collaboration était plus que nécessaire, précisément parce que la période connaissait une grande montée révolutionnaire, ainsi que des crises successives : la révolution chinoise, la guerre de Corée, la révolution cubaine, la crise des missiles, la guerre du Vietnam, la RDA et le mur de Berlin, la Hongrie, la Pologne et le Moyen Orient.

La première démonstration du nouvel ordre mondial instauré après la chute du mur de Berlin fut la guerre du Golfe : une large coalition (dans laquelle ont participé y compris la Russie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, etc.) sous le commandement des Etats Unis, contre l'Irak de Sadam Hussein. Ce nouveau 'régime', mis en place à partir de ce moment, s'est également révélé à travers le rôle réservé alors aux institutions venant de l'ancien ordre : l'ONU, l'OTAN et le FMI. Immédiatement après, la fondation de l'OMC et le rôle nouveau du G-7 viendront consolider l'hégémonie, désormais ouverte et directe, de l'impérialisme étasunien, qui cherche toutefois à travailler en alliance avec ses associés au sein du G-7. Le schéma de la guerre du Golfe allait se reproduire dans la guerre du Kosovo ainsi que dans la conduite de l'économie mondiale (FMI, OMC, etc.). Les griffes des institutions comme l'OTAN, l'OMC et le FMI allaient s'étendre sur les pays de l'Europe de l'Est, sur la Russie et sur la Chine, sous l'hégémonie des Etats Unis.

Ce processus a trouvé sa base de soutien dans la croissance économique des Etats Unis pendant les années 90, qui allait se traduire dans la fameuse "vague de mondialisation". En Europe, les plans de l'Union Européenne se sont accélérés à partir du traité de Maastricht. Le point culminant du

néolibéralisme se situe au début des années 90, alors qu'en Amérique Latine et en Asie les plans de réformes néolibérales recevaient un soutien populaire. Durant cette période, les processus de résistance ne se sont jamais refroidis mais ils ont été dévoyés par des directions de masses de plus en plus à droite qui, elles, adhéraient aux nouveaux modèles de domination. Pour preuve, deux exemples typiques : la "troisième voie" de Tony Blair en Angleterre, et la conversion au régime démocratique bourgeois et au néolibéralisme, des sandinistes et du FMLN au Nicaragua.

En ce qui concerne les guerres civiles, les "plans de paix" étaient à l'ordre du jour : en Palestine, en Angola, etc. ; en fait, des plans pour désarmer les combattants et désigner l'ONU comme solution à tous les maux, y compris là où il y avait des révolutions en cours. La montée et les processus révolutionnaires continuaient, comme en Afrique du Sud, en Albanie et en Amérique du Sud (avec le renversement de gouvernements élus), mais, dans la plupart des cas, les luttes s'arrêtaient au seuil de la démocratie bourgeoise et du capitalisme "à visage humain". Une expression flagrante de cette déformation a été la révolution sud-africaine : la fin de l'apartheid a abouti à un régime de partage entre la direction collaborationniste des masses noires et la bourgeoisie blanche, régime qui ne toucherait pas la propriété capitaliste et qui se chargerait d'appliquer les plans néolibéraux.

### **1995-1999 : la crise du néolibéralisme et la montée dans la périphérie commencent à changer la situation.**

Le processus de crise du néolibéralisme débute en 1995. Suite à quelques années d'application en périphérie, les conséquences des plans néolibéraux commencent à devenir visibles. Le premier signe en est la crise au Mexique en 1995 et il y aura ensuite l'Asie et la Russie en 1998, la chute du régime de Suharto en Indonésie, la montée des luttes en Corée et aux Philippines. En France, une puissante grève du secteur public empêche une première tentative d'application des "réformes". La montée populaire commence à exploser en Amérique Latine : entrée en crise des régimes démocratiques en Argentine, en Equateur, au Brésil et au Vénézuéla et du régime bonapartiste de Fujimori au Pérou. On commence à remettre en cause le Consensus de Washington. C'est le début du changement mais, à ce moment-là, **la montée et la crise étaient concentrées dans les zones périphériques du système.**

Au Kosovo, la guerre a permis de recoloniser et de stabiliser une région importante sous le contrôle impérialiste, mais c'était sous prétexte de l'"**intervention humanitaire**", de la démocratie, où l'alliance impérialiste comprenait l'Union Européenne sous la direction des Etats Unis. Même si

elle fut lancée par l'OTAN, l'occupation fut légalisée par l'ONU qui y installa un gouvernement fantoche. Celui-ci a fini par se débarrasser de Milosevic, avec la bénédiction des sociaux-démocrates européens, et de le traduire devant le Tribunal International comme responsable de violation des Droits de l'Homme.

### **La mondialisation de la situation révolutionnaire**

A partir de 1999, la crise économique devient mondiale et arrive au cœur du système, en particulier aux Etats Unis. A partir de Seattle, le mouvement anti-mondialisation, de répercussion internationale, devient un élément nouveau du mouvement des masses. Les manifestations contre les sommets se multiplient (Davos, Gènes, Barcelone). En même temps, la montée s'étend et s'approfondit en périphérie, particulièrement en Amérique Latine, avec l'insurrection en Equateur en 2002, suivie immédiatement par la montée en Argentine, au Venezuela, au Pérou, en Bolivie. En Palestine explose la deuxième Intifada, qui enterre le "plan de paix" d'Oslo.

La guerre contre-révolutionnaire, présentée auparavant comme des interventions humanitaires face aux "lutttes fratricides", en Afrique et dans ce qui était l'Europe de l'Est (comme l'ex-Yougoslavie), est désormais présentée comme une **stratégie de guerre préventive**. Cette façon de présenter les choses dévoile tout le caractère d'agression impérialiste ouverte et sans pitié, qui se généralise à compter du 11 septembre 2001. Déjà, l'invasion de l'Afghanistan avait signifié un virement qui va s'approfondir avec cette nouvelle stratégie de la guerre préventive. Aussi, la guerre contre-révolutionnaire des Etats Unis contre l'Irak déclenchera le plus grand mouvement anti-impérialiste international jamais connu : celui qui s'est déchaîné contre Bush-Blair en 2002/2003.

Dans cette période, par conséquent, une nouvelle situation a été ouverte, situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

### **Une situation mondiale révolutionnaire**

En 1985, Nahuel Moreno caractérisait la situation d'alors comme une *situation révolutionnaire*, en raison de l'avènement conjoint d'une crise économique du capitalisme mondial, d'une montée révolutionnaire et de luttes des travailleurs dans le monde entier, et d'une crise irréversible des grands appareils contre-révolutionnaires.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Pour Moreno, cette situation était le résultat de l'époque et de l'étape les plus révolutionnaires jamais connues dans le monde jusqu'alors. Cette montée avait permis des victoires telles que l'expropriation de la bourgeoisie dans un tiers de l'humanité et la défaite de l'impérialisme étasunien au Vietnam, ouvrant ainsi

Nous vivons aujourd'hui une situation semblable. A partir de 2000, la crise économique s'est manifestée à nouveau au cœur de l'impérialisme. Le "mini-boom" des années 90, en fin de parcours, ne faisait qu'exploiter la fameuse "bulle financière de la nouvelle économie et de la technologie". A partir de ce moment-là, une crise économique s'installe aux Etats Unis et dans le monde entier, une crise de surproduction de capitaux, même si elle connaît ses rythmes et ses fluctuations. Cette crise trouve son pendant dans une crise politique de l'ordre mondial, une montée internationale avec des pointes révolutionnaires en Amérique Latine, et une montée de la conscience anti-impérialiste des masses. A cela est venu se rajouter le fait que la disparition des régimes de l'Europe de l'Est et la reconversion de la Chine avaient entraîné la chute du plus grand appareil contre-révolutionnaire de notre époque, le stalinisme. Ce fait impressionnant, la fin du carcan du stalinisme, marque l'ouverture d'une nouvelle étape en 1989-91. Les forces libérées dans ce contexte n'avaient pas encore manifesté tout leur côté positif, car cette libération avait coïncidé avec la perte d'importantes conquêtes et, particulièrement, avec la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers bureaucratés de l'Europe de l'Est, la Chine et Cuba. Les effets de cette restauration et l'offensive néolibérale ont aussi eu leur influence sur la conscience et l'organisation des masses et, avec l'intervention de nouveaux appareils, ont ouvert la voie à un réformisme nouveau et aux attaques, au sein même du mouvement ouvrier et de l'avant-garde, contre le bolchevisme et le concept de révolution et de parti révolutionnaire, et contre le marxisme.

Aujourd'hui, le caractère de la situation se rapproche de celui de la fin des années 80. Mais il y a un fait nouveau important : la montée a également lieu dans un des points centraux du système, l'Europe, avec le poids direct d'un prolétariat très structuré et possédant une forte tradition de lutte. Les grandes mobilisations contre la guerre ont été l'expression d'un processus de mobilisation contre les attaques lancées par les gouvernements impérialistes contre leur propre prolétariat pour le contraindre à s'ajuster à la situation de crise capitaliste internationale. En même temps, l'Amérique Latine ne finit pas de faire face aux crises et révolutions, le Moyen Orient est un baril de poudre et la victoire des Etats Unis avec l'occupation de l'Irak jette davantage d'huile sur le feu, ayant retrouvé, sur place, une résistance aussi rapide qu'inattendue. Pour toutes ces raisons, il convient vraiment d'utiliser

---

une situation révolutionnaire mondiale. La montée était la caractéristique la plus développée avec les révolutions au Nicaragua, en Iran et au Portugal. Et même si la crise de la direction révolutionnaire continuait de freiner cette montée et de permettre à l'impérialisme de survivre, la crise du stalinisme avait, elle, déjà pris de grandes proportions.

le concept de **situation mondiale révolutionnaire** pour définir le moment actuel.

### **La crise économique mondiale**

La première caractéristique de la situation mondiale révolutionnaire est le changement de signe dans l'économie impérialiste. Le mini-boom des années 90, vendant l'illusion d'une longue période de croissance, a permis aux Etats Unis de diriger l'économie mondiale pendant presque dix ans. Mais dès 2000, la bulle commence à se dégonfler.

Maintenant, le système capitaliste est plongé dans une crise de caractère mondial affectant le cœur du système. Pour la première fois depuis 30 ans, nous avons un cadre de crise simultanée dans les trois centres impérialistes : les Etats Unis, l'Europe et le Japon.

A partir de la récession mondiale de 1973-74, les semi-colonies ont été soumises, décennie sur décennie, à une véritable contre-révolution économique. Y ont été ouverts tous les mécanismes de transfert permettant au centre du système de récupérer toutes les richesses. A l'échelle de la planète, la destruction des forces productives se manifeste par la désindustrialisation de nombreux pays et la croissance brutale de l'armée industrielle de réserve mondiale, ce qui a entraîné non seulement la faillite des entreprises, le chômage et le travail précaire à un niveau alarmant, mais aussi la destruction de pays et de continents entiers aux mains de l'impérialisme, tout cela, pour permettre le maintien du taux de profit des centres impérialistes.

Au cours des années 90, la montée du parasitisme impérialiste arrive à son comble. Le transfert de capitaux, soit par saccage ou désorganisation de l'économie des pays semi-coloniaux, soit par les renflouements de l'économie étasunienne opérés par les autres centres impérialistes (Europe et Japon), a impulsé l'expansion de cette dernière économie tout en renforçant, sur des bases encore plus perverses, le caractère parasitaire du système mondial.

L'économie de la plus grande puissance impérialiste de la planète est également devenue la plus endettée; elle a besoin d'un milliard et demi de dollars par jour pour financer son déficit chronique. Aucun autre Etat capitaliste ne pourrait fonctionner de la sorte, sauf à occuper le sommet de la hiérarchie impérialiste et faire tourner l'économie à son profit : voilà la place et l'essence de la politique impérialiste mondiale des Etats Unis, aujourd'hui.

Cependant, la crise actuelle est d'une telle gravité que l'on en est à parler, ouvertement, d'une possibilité de fuite de capitaux, en raison de l'aggravation

de la situation aux Etats Unis. En effet, le dollar s'est affaibli, produisant un transfert de capitaux vers d'autres pays ainsi que la progression de l'euro face au dollar. Le problème pour l'impérialisme est que la cause de cette situation n'est pas une amélioration significative de l'économie européenne mais, plutôt, une détérioration de l'économie étasunienne.

Les tentatives de rétablissement à travers les politiques de la Réserve Fédérale et du G-7 ont leurs limites, la contradiction ultime du capitalisme dans son étape impérialiste étant que toute éventuelle amélioration économique possède un caractère superficiel, spéculatif, ne pouvant accoucher que d'une crise encore plus grave que la précédente.

La destruction des économies périphériques n'a pas suffi à éviter que la crise n'aboutisse au centre. En effet, les entreprises des Etats Unis, de l'Europe et du Japon subissent une chute de leurs taux de profit qui est comparable à celle des années 30.

La concurrence entre les grandes sociétés impose à chaque pays impérialiste de défendre ses gains au couteau. Ainsi, pour éviter la dépression, l'économie des Etats Unis devra approfondir la crise en Europe et au Japon. Les Etats Unis menant, en fait, une politique consciente qui consiste à transférer leur crise sur les autres deux pôles de l'économie mondiale, leur tactique aggrave les antagonismes économiques entre les blocs impérialistes. Voilà ce que sous-tend la politique de dévaluation du dollar face à l'euro, dévaluation d'environ 26,7 % dans les derniers 12 mois.

C'est pourquoi le FMI a critiqué la Banque Centrale Européenne qui semble utiliser ses taux d'intérêts comme monnaie d'échange dans ses négociations avec les Etats Unis, car la crise a réduit abruptement le flux mondial de capitaux, et les plus affectés en sont les Etats Unis. Moreno avait déjà averti que le déficit commercial des Etats Unis n'était pas un signe de faiblesse de leur économie mais une partie du système mondial liant entre eux les économies des pôles impérialistes.

Ce processus s'est développé à un tel point que, désormais, les économies allemande et japonaise dépendent des exportations vers les Etats Unis. En échange, ces pays investissent leurs excédents commerciaux dans l'économie étasunienne : l'entrée de ces capitaux a été à la base des inversions dans la technologie informatique, dans les années 90, et a permis de maintenir les hauts taux d'intérêts boursiers.

Le retard pris dans le rétablissement des profits des entreprises étasuniennes est à l'origine d'importantes fuites de capitaux de ce pays. **En 2001, l'entrée nette de capitaux a été de 130 000 millions de dollars, alors qu'en 2002 il y en a eu pour 30 000 millions de dollars, soit une**

**réduction de 77 %.** La proportion la plus importante de sorties correspond aux capitaux européens, et ce sont les pays asiatiques qui ont alimenté les entrées : ces derniers ont augmenté de 1 800 % leurs transferts de capitaux vers les Etats Unis (soit, de 5 000 millions de dollars, ils sont passés à 96 000 millions de dollars). Le problème est que la crise aux Etats Unis a, en même temps, fait diminuer les importations de l'Asie, limitant ainsi le transfert de capitaux vers le marché étasunien.

La fuite de capitaux explique la progression de la crise et les dangers de la déflation, crainte par les banques centrales. Les capitaux européens ont cherché une rémunération plus avantageuse dans les taux d'intérêts locaux, qui étaient le double de ceux des Etats Unis. Quand le dollar a commencé à chuter le 11 septembre, une action concertée entre les banques centrales de l'Europe et du Japon permit d'endiguer cette tendance.

La récupération économique visée par Bush aurait pu, semble-t-il, profiter de la victoire rapide en Irak et d'une consommation interne encore de bon niveau, ce qui a entraîné une certaine croissance en 2002. Certaines statistiques des derniers trimestres semblent soutenir cette amélioration : ainsi, par exemple, la chute des réserves, l'augmentation de la productivité (soit, l'aggravation de l'exploitation des travailleurs des Etats Unis) et la réactivation de certains secteurs avec les dépenses militaires. Mais la consommation a été maintenue grâce aux taux d'intérêts extrêmement bas, et aux achats de maisons et voitures subventionnés indirectement par l'Etat, sans parler de l'endettement des familles, en progression constante.

C'est-à-dire que les **facteurs structureaux de la crise** continuent de peser et, malgré les va-et-vient conjoncturels, ils continuent de préparer la faillite du système. Il s'agit, en réalité, du retour en force d'une récession qui n'avait jamais été complètement stoppée, le danger d'aggravation et de dépression ne pouvant être écarté.

Malgré leur rapide victoire sur l'Irak, il n'est pas certain que les Etats Unis réussissent à sortir de la crise et à reprendre en main leur économie grâce à cette victoire. Nous sommes en effet face à une crise de **surproduction de capitaux**. Cet excès de capitaux s'est installé lors de la "bulle" économique de la fin des années 90 et le taux de profit n'est pas encore suffisamment élevé pour produire de nouvelles investissements. Ces dernières ont chuté en 2001, et en 2002 leur niveau était encore inférieur à celui de 2000. Le niveau d'inactivité de l'industrie étasunienne est toujours très important et il ne montre pas de signaux de reprise. Selon Robert Brenner<sup>5</sup>, cette industrie

---

<sup>5</sup> Folha de Sao Paulo, 21/04/03



fonctionne actuellement à un taux de 27 % inférieur à ses capacités : c'est son taux le plus bas depuis 1983!

La dynamique de la crise dépendra de la façon dont vont se résoudre les antagonismes économiques entre les pays impérialistes. L'échec ou le succès du processus d'ouverture des économies, le résultat des différends commerciaux en cours et la concrétisation des diverses "zones de libre commerce" sont des facteurs qui peuvent accélérer le cours de la déflation mondiale.

La solution éventuelle de la crise dépendra des résultats de la lutte des classes : dans la périphérie du système, d'une part, dans les secteurs qui seront soumis à une brutale offensive de recolonisation ; dans les pays impérialistes, d'autre part, plus particulièrement dans la classe ouvrière européenne, qui se battra pour défendre ses acquis.

C'est pourquoi en Europe (particulièrement en Allemagne), la bourgeoisie exige un fort ajustement néolibéral : flexibilité du travail et du salaire, licenciements massifs, réductions des salaires et pensions, attaques des secteurs de l'éducation et de la santé, de la sécurité sociale, etc. Ces attaques obligent à se confronter au mouvement ouvrier, dont la réponse est déjà visible en Italie et en Espagne, depuis 2002 et au cours de 2003. La réponse finale au résultat de ce processus se donnera donc sur le terrain de la lutte des classes. Mais la tâche ne sera pas des plus faciles, car la résistance reste plus vivante que jamais.

### **La doctrine de la guerre préventive**

Sa crise économique interne pousse les Etats Unis vers une politique de plus en plus prédatrice, protectionniste et agressive, comme le prouve l'invasion de l'Irak. La stratégie impériale, baptisée "guerre contre la terreur" depuis le 11 septembre, consiste à intensifier la recolonisation, les attaques contre les travailleurs, y compris ceux des pays impérialistes, et à accélérer le contrôle des sources de richesse, ainsi que des régions stratégiques, directement par l'impérialisme et en éliminant toute opposition à ses desseins. De plus, l'impérialisme étasunien s'arroge le droit de protéger son hégémonie économique et militaire face à tout adversaire, réel ou potentiel. Les cibles de ses menaces, par conséquent, ne sont pas seulement les "Etats parias", mais également tout autre pays risquant d'approcher le niveau de la puissance économique et militaire hégémonique.

Ces objectifs se concrétisent en différents endroits du globe : en Amérique Latine, l'offensive pour imposer la ZLEA ; en Asie, en Amérique

et en Afrique, des traités militaires ; au Moyen Orient, la soumission de l'Irak pour pouvoir contrôler cette région stratégique ainsi que ses richesses pétrolifères. Bush entend "résoudre" le problème du Moyen Orient, en attente depuis 1979, par l'élimination de toute résistance à son propre projet de contrôle total de la région. C'est pourquoi il menace la Syrie et l'Iran et presse l'Autorité Palestinienne à capituler devant Sharon. Les besoins de l'impérialisme vont au delà de la simple occupation d'un pays ; ils cherchent à obtenir un nouvel ordonnancement mondial et une hégémonie sur la planète. C'est là le sens de la stratégie de la "guerre préventive", posture **bonapartiste** des Etats Unis et reflet de la pire des crises inter-impérialistes d'après-guerre. Le gouvernement Bush s'arroge le droit d'envahir où et quand il veut, de s'appropriier, seul, les richesses du monde et d'empêcher quiconque de défier sa puissance économique et militaire. Derrière le débat de l'ONU, à propos de la guerre et de l'occupation de l'Irak, on se dispute les colonies et leurs richesses et on se bagarre pour décider quels capitaux devront disparaître dans ces opérations.

L'imposition d'une telle hégémonie, par le fer et par le feu, comporte d'énormes dangers pour l'humanité. Sous le nom de "guerre préventive", la guerre **contre-révolutionnaire** est déjà en route, qui inclue le danger nucléaire. Bush a mis au point cette alternative à l'occasion de la guerre contre l'Irak et le Congrès des Etats Unis vient d'approuver la production d'armes nucléaires "tactiques" (qui auraient une force équivalente à un tiers de celle des bombes lancées sur Hiroshima et Nagasaki), pour des conflits de basse intensité ! Cette décision a suscité des protestations, y compris du Parti Démocrate et du journal conservateur *The New York Times*.

### **Les limites de l'offensive impérialiste**

Ceci ne signifie pas, pour autant, une vision de pouvoir incontournable de la superpuissance ou une hégémonie incontestable et durable pour une longue période ; bien au contraire, à chaque pas les limites de son offensive sont visibles. Face à la montée internationale de la lutte des classes et à une crise économique et politique sans précédents (crise aggravée par la politique de Bush lui-même), la situation de l'impérialisme étasunien n'est pas du tout confortable et sa politique colonialiste et bonapartiste se voit répudiée partout dans le monde.

L'occupation de l'Irak a montré ses limites et a révélé la tendance à une puissante résistance, et à des confrontations qui empêcheront l'impérialisme dominant d'aller jusqu'au bout de ce dont il a besoin pour résoudre sa crise. Une nouvelle guerre entraînerait un rejet international plus important encore

que celui suscité par l'invasion de l'Irak. Par ailleurs, dans tous les secteurs où il s'investit pour imposer sa stratégie, l'impérialisme retrouvera une opposition chaque fois plus consciente, comme c'est le cas avec la ZLEA.

L'occupation de l'Irak demande aux Etats Unis un grand et long effort en troupes (qu'on estime de 200 000 à 300 000 soldats), sous l'hostilité de l'immense majorité des Irakiens, voire d'une partie de la population des Etats Unis, chaque jour plus irritée par la mort de leurs soldats sur place. Or, comme le projet original était de maintenir des troupes pendant une courte période et d'installer rapidement un gouvernement fantoche, l'Irak pose un double problème à l'impérialisme : politique, car il s'expose à l'indignation populaire et à d'éventuels attaques armées dans un pays beaucoup plus important que l'Afghanistan ; économique, car le très haut coût d'une telle occupation signifie un poids supplémentaire pour l'économie étasunienne.

Les alliés de Bush ont leur prix à payer dans leurs pays respectifs. Tony Blair, par exemple, a dû faire face à une révolte de son parti, le Labour Party, et à une enquête de la Chambre des Communes, à propos des rapports mensongers sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak. Aux Etats Unis même, Bush ne jouit pas d'une situation aussi favorable qu'une lecture superficielle des faits pourrait laisser croire. Pour preuve, cette pause obligée, avant toute autre invasion éventuelle de la Syrie ou de l'Iran, et ce, malgré la victoire rapide obtenue sur l'Irak. La population étasunienne, qui au début avait soutenu la guerre, ne semble pas disposée à soutenir une autre aventure gouvernementale.

Cette position est en rapport avec les conséquences de la crise économique interne. L'angoisse de la population des Etats Unis, face au chômage et à la chute économique, progresse à chaque enquête d'opinion. Si le 11 septembre a entraîné un soutien massif à la doctrine de la "guerre préventive", la multiplication des licenciements et des fraudes dans les entreprises sont les facteurs d'une pression grandissante sur le gouvernement. Dans ce sens, les ajustements opérés par le gouvernement central et par les Etats, pour s'adapter aux dépenses de guerre et diminuer les impôts des plus riches, sont de véritables bombes à retardement. Ainsi, par exemple, la ville de New York a même diminué le budget de ses pompiers, héros du 11 septembre. En fait, toutes les grandes villes, pratiquement, ont des problèmes financiers graves, et c'est la même chose dans certains des Etats clefs : le Texas a encore diminué ses frais de santé de l'enfance ; l'Etat de New York a opéré des ajustements dans l'éducation : ici, les parents et enseignants se sont mobilisés à ce propos, le lendemain de la guerre en Irak.

Toutefois, malgré leur politique belliciste (proche de celle de Reagan) et bonapartiste (proche de celle de la période maccarthyste), Bush et sa coalition se doivent de respecter les limites imposées par la démocratie bourgeoise des Etats Unis, reflet d'une corrélation de forces qui ne s'est pas encore renversée. Pour preuve, le soutien populaire qui fait défaut aux gouvernements des Etats Unis est l'un des facteurs qui a empêché l'élargissement immédiat de la guerre en Irak, à l'Iran et à la Syrie. L'impérialisme applique une stratégie agressive, mais il doit tenir compte des limites que lui impose la situation révolutionnaire mondiale.

### **Le rôle de l'ONU : la politique de Bush met en danger le nouvel ordre**

Si les années 90 ont vu l'instauration d'un nouvel ordre mondial, les problèmes posés se sont aggravés rapidement en raison des luttes et des processus révolutionnaires qui, eux, se sont développés, sans l'obstacle d'un appareil contre-révolutionnaire suffisamment puissant pour les dévier. De plus, la crise économique fait rentrer en conflit les intérêts des principaux Etats impérialistes. Pour ces raisons, nous pouvons dire que l'actuel ordre traverse une grave crise et que nous allons assister, très probablement, à une modification profonde de sa constitution.

La violence de l'offensive de recolonisation et la nécessité de faire face à la montée révolutionnaire - dans un cadre de détérioration des perspectives de croissance - conduisent le gouvernement des Etats Unis à adopter une posture bonapartiste à l'échelle internationale, tout en profitant du 11 septembre. Cela signifie mettre l'ONU à la traîne des décisions de l'Etat nord-américain. La structure de fonctionnement de l'ONU, ainsi que le rapport de forces à l'intérieur de cette institution, reflètent encore l'ancien ordre mondial de 1945-1989. Aussi, dans le Conseil de Sécurité, la Russie, la Chine et la France ont gardé leur droit de veto. Pour sa part, l'administration Bush applique une stratégie, disant clairement qui commande et déclarant d'emblée nulles et non avenues les décisions de l'ONU, dès lors qu'elles ne coïncideraient pas avec celles de la puissance hégémonique. En fait, les Etats Unis se doivent de placer leur hégémonie à un niveau supérieur, même vis-à-vis de leurs anciens "associés" et, par conséquent, d'accentuer leurs traits bonapartistes de domination et d'utiliser l'ONU uniquement quand cela correspond à leurs intérêts. Cette situation est très bien illustrée par le "débat" onusien sur la guerre en Irak, la crise économique étant la toile de fond des conflits relationnels entre les Etats Unis et la "vieille" Europe. Cependant, la lâcheté et la posture défensive des impérialistes européens,

reflétées dans les débats sur la "reconstruction de l'Irak", ne sont pas une garantie de recomposition de l'ONU.

Un nouveau régime s'est mis en marche, qui reflète l'imposition mondiale de Washington. **L'attitude face à l'Irak illustre la nouvelle situation** : ainsi, par exemple, l'acceptation du Conseil de Sécurité de suspendre les sanctions sur l'Irak, donnant tout pouvoir aux Etats Unis et désignant un fonctionnaire onusien décoratif, pour aider à la "reconstruction de l'Irak" ; de même que l'adoption, par l'Union Européenne, d'une politique extérieure fondée sur les mêmes axes que celle des Etats Unis.



L'ONU, cible de la résistance irakienne

Cette situation, cependant, crée une profonde usure de l'ONU et des institutions de l'ordre mondial, vis-à-vis du mouvement des masses. Sur ce point aussi, on peut faire une comparaison avec le régime interne d'un Etat. Pour les mouvements de type Forum Social Mondial, l'ONU était jusqu'à récemment une institution presque sacrée (sorte de "parlement mondial" ou de "gouvernement mondial démocratique"). A l'heure actuelle, son prestige a beaucoup diminué et, en même temps que des lamentations et des propositions de "refondation", on entend de dures critiques envers son rôle ou celui de son secrétaire, Kofi Annan. De plus, les propositions de réforme revêtent, désormais, une évidente irréalité. Ainsi, par exemple, le mensuel français *Le Monde Diplomatique* du 3 juillet propose un "Conseil de Sécurité

Economique et Social" pour un "ordre juridique mondial rénové qui constituerait un contrepoids à la domination exercée par les grands pays."<sup>6</sup>

Parmi les principaux assesseurs de Bush, il existe une tendance visant à transformer l'ONU en "organisme d'aide humanitaire" pour s'occuper des victimes des innombrables guerres et catastrophes, produits des aventures impérialistes (migrations massives, famines, épidémies...). L'axe de décision et la réponse militaire seraient déplacés vers d'autres institutions. Déjà, avec l'opposition timide des impérialismes allemand et français, les Etats Unis testent un nouveau type d'organisation internationale militaire, dont les décisions ne dépendraient plus du Conseil de sécurité de l'ONU. Ils pourraient transformer l'OTAN ou créer une nouvelle institution pour

centraliser les opérations militaires, sorte de force de police internationale dirigée directement par l'armée des Etats Unis. Une telle organisation a déjà été essayée, lors du partage des tâches pour l'occupation de l'Irak. A cette occasion, les Etats Unis ont refusé les renforts militaires de la part des pays qui ne les avaient pas soutenus lors de l'invasion et, à la place, ils ont utilisé des troupes polonaises... certainement pour récompenser le nouvel associé et allié, venu de l'Europe de l'Est.

**BRING the TROOPS HOME NOW**

**SATURDAY OCT 25 MASS MARCH ON WASHINGTON**

"Are more people going to be killed? You bet."  
—DONALD RUMSFELD  
July 14, 2003

The U.S. is spending \$4 billion a month to occupy Iraq—more than \$132 million every hour. Remember these numbers when they say there is no money for education and healthcare or libraries, firehouses, childcare or other vital social services.

**Money for jobs, education & health care—NOT WAR!**

Defend civil rights & civil liberties  
Fightback against the Patriot Act

**VOLUNTEERS NEEDED!**  
Buses from across the U.S.

**END THE OCCUPATION OF IRAQ**

A.N.S.W.E.R. (Act Now to Stop War & End Racism) COALITION • www.internationalANSWER.org  
info@internationalanswer.org WASHINGTON 202.544.3389 • NEW YORK 212.633.6646

<sup>6</sup> *Le Monde Diplomatique*, p 14, édition portugaise de juillet 2003.

## Argentine

### L'état actuel de la révolution

Alicia Sagra et Alejandro Iturbe  
*Alicia Sagra* est membre de la Direction Nationale du FOS (Frente Obrero Socialista - section argentine de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.  
*Alejandro Iturbe* est professeur d'économie dans l'enseignement secondaire à Buenos Aires et membre du Comité Exécutif du FOS

Il y a un peu plus d'un an, aucun politicien, à l'exception de ceux de l'extrême gauche, ne pouvait s'aventurer dans les rues de Buenos Aires. Les députés devaient se camoufler en jeans et en T-shirt pour pouvoir entrer au Congrès. Le "que se vayan todos" - qu'ils s'en aillent tous - résonnait dans tout le pays.

Au regard des élections du 27 avril qui ont eu un haut degré de participation, et de tous les médias qui parlent du "phénomène K" pour se référer au nouveau président Kirchner, qui apparaît dans les enquêtes avec plus de 80 % d'image positive, il est devenu évident que quelque chose a changé.

C'est l'ampleur de ces changements qui est actuellement l'objet des discussions. La première question qui apparaît est de savoir si le processus révolutionnaire reste encore ouvert, ou si au contraire, la bourgeoisie et l'impérialisme l'ont fermé ou sont sur le point de le fermer. Il y en a même qui se demandent s'il y a réellement eu une révolution.

#### **Pourquoi Kirchner n'a-t-il pas agi comme Lula ?**

Lula veut profiter de son moment de plus grand prestige pour garantir les changements qu'exige le FMI ; d'emblée il essaye d'imposer l'autonomie de la Banque Centrale et la Réforme de la Prévoyance Sociale. Kirchner, au contraire, doit faire d'importants détours.

Il a amené Fidel pour qu'il parle aux jeunes, pendant deux heures et demie, sur les conquêtes énormes de la révolution cubaine ; finalement, Fidel leur a dit qu'il les félicitait pour le résultat électoral et qu'il se peut que, dans des pays plus riches, on puisse obtenir ce que Cuba a obtenu, sans devoir faire une révolution. Kirchner a changé la haute hiérarchie militaire, encore

liée à la dictature, et s'est mis à attaquer la Cour Suprême de Justice qui est fort discréditée ; deux mesures tendant à reconstituer le régime, et à retrouver la confiance de l'ensemble de la population. Il a dû intervenir directement dans les conflits, tant dans ceux des travailleurs, comme dans ceux provoqués par les parents des victimes de la violence, ou encore dans celui des entrepreneurs du transport qui exigent le maintien de la subvention aux combustibles. Il a même été obligé de dire que, pour éviter des cas comme les meurtres du pont Pueyrredón, la police devrait aller aux mobilisations sans armes à feu.

Comment expliquer ces différences ? Kirchner serait-il plus anti-impérialiste que Lula ? Il n'y a rien de cela. Kirchner a été pendant longtemps intimement lié aux multinationales pétrolières et dirige maintenant un gouvernement totalement pro-impérialiste. La différence avec le Brésil ne se trouve pas dans les gouvernements, mais dans la situation du mouvement des masses et dans le rapport de forces entre les classes sociales. Ces différences sont la preuve de l'existence et de la continuité de la révolution argentine.

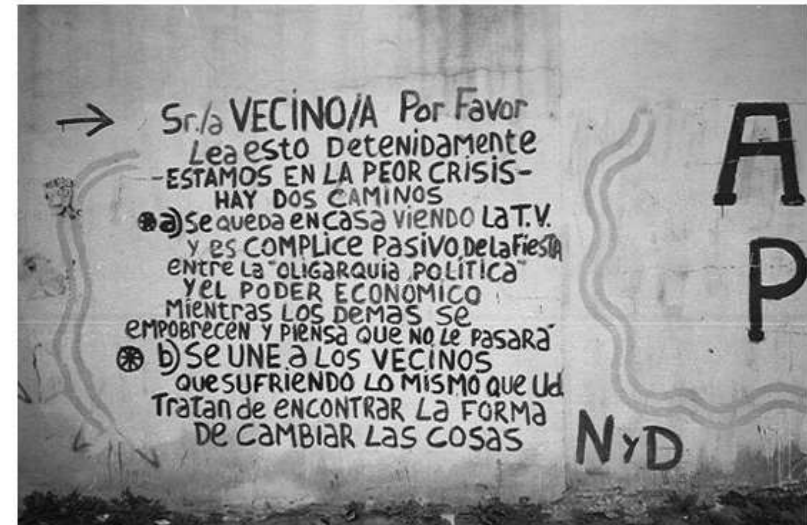
Kirchner doit faire face à un mouvement des masses, protagoniste d'une révolution qui a fait tomber cinq présidents, a laissé en ruines le régime politique et a paralysé le système financier, qui dans ce processus, a avancé énormément dans sa conscience anti-impérialiste et anti-régime, et a obtenu de grandes conquêtes économiques et politiques.

Suite à l'existence de cette révolution, seulement un tiers des échéances de la dette externe a été payée et une grande masse de survaleur a été destinée aux plans sociaux. L'Argentine est le seul pays latino-américain où on reçoit un salaire en étant au chômage. Des travailleurs des pays voisins avec une résidence en Argentine, qui étaient retournés dans leurs pays quand la crise a explosé, reviennent maintenant parce que, comme ils l'ont déclaré aux médias, *"en Argentine, si tu as la carte d'identité, on te paye 150 pesos par mois"*.

Une conséquence de la révolution est qu'après 12 années de maintien des salaires au même niveau, on a décrété une augmentation de 200 pesos pour les travailleurs du privé, ce qui dans la plupart des cas représente un accroissement de 60 %. La même explication s'applique au fait que, malgré la loi des brevets imposée par la pression des laboratoires impérialistes, on fabrique des médicaments génériques dans plusieurs provinces du pays ; que jusqu'à présent on a retardé l'exécution des hypothèques sur les maisons et les champs malgré le non-paiement des crédits ; ou que l'on n'a pas pu concrétiser l'augmentation des tarifs des entreprises de services privatisées.



Comme conséquence de la révolution, on constate aussi que le gouvernement de Duhalde s'est vu obligé de voter contre les sanctions à Cuba, changeant ainsi le vote des trois occasions antérieures.



Voisin(e) lisez ceci minutieusement

- nous sommes dans la pire de crise -  
il y a deux chemins

- a) soit vous restez chez vous en regardant la TV et vous êtes complices passive de la fête entre la "oligarchie politique" et le pouvoir économique pendant que les autres deviennent plus pauvre, et vous pensez que cela ne va pas vous arriver
- b) soit vous vous unissez aux voisins qui en souffrant autant que vous essayent de trouver comment changer les choses

### Les hauts et les bas des révolutions

Aucun processus révolutionnaire ne se développe de façon linéaire jusqu'à son triomphe ou son échec. Voyons la révolution espagnole, qui a en commun avec la révolution argentine l'absence d'une direction révolutionnaire : nous y trouvons le recul du "bienio negro", les deux années noires (1934-35), après quoi la révolution a refait surface et n'a finalement été mise en échec qu'après une sanglante guerre civile.

La même chose s'est passée lors de la révolution russe où, de par l'existence d'une direction révolutionnaire, le processus a été beaucoup plus concentré. Entre juillet et septembre, elle a eu une période de recul durant laquelle Trotski a été emprisonné, Lénine a été contraint à la clandestinité et les bolcheviques ont été poursuivis. La bourgeoisie a essayé de profiter de ce moment pour donner un coup d'état contre-révolutionnaire ; la défaite de ce coup d'état a ouvert les portes au triomphe de la révolution d'octobre.

Une autre expérience intéressante est celle de la révolution portugaise de 1975 où, tout comme en Argentine, il n'y avait pas une direction révolutionnaire, et où il y avait des embryons de double pouvoir que l'on n'est pas parvenu à développer. Cette révolution passe par différentes phases, jusqu'à ce que la bourgeoisie, utilisant les grands espoirs démocratiques après de nombreuses années de dictature, parvient à la démanteler à travers des processus électoraux successifs qui mènent la révolution à une voie sans issue.

La révolution argentine est, elle aussi, passée par différents moments de hauts et de bas :

- Une première vague révolutionnaire est entamée les 19 et 20 décembre 2001 et s'est étendue jusqu'à la fin du mois de mars 2002. Elle se caractérise par l'essor des grandes mobilisations centralisées (les *cacerolazos* ou concerts de casseroles). Durant cette période, les assemblées populaires apparaissent et profitent d'une grande influence, alors que la classe moyenne, presque dans son ensemble, accomplit un rôle très important dans la mobilisation. C'est la phase durant laquelle s'est installé le "*que se vayan todos*" - qu'ils s'en aillent tous !
- Entre mai et juin, il y a un reflux relatif. La confrontation entre les deux principaux partis d'extrême gauche (le PO et le MST)<sup>2</sup> empêche la réalisation d'un meeting unifié pour le 1<sup>er</sup> mai et fracture le mouvement des assemblées, ce qui a comme conséquence une diminution des mobilisations dans la rue. Le gouvernement essaye de profiter de ce moment pour réprimer le mouvement, et se concentre sur le secteur dur des 'piqueteros'<sup>3</sup> qui s'était fortifié. C'est dans ce sens que nous

---

<sup>2</sup> *Partido Obrero* et *Movimiento Socialista de los Trabajadores* - deux organisations trotskistes. Le MST constitue, avec le PC (Parti Communiste), la Gauche Unie (Izquierda Unida).

<sup>3</sup> *Piqueteros* : le mouvement des travailleurs sans travail, dont la principale forme de lutte est le blocage des routes (les '*piquets*') pour entraver la circulation des marchandises, étant donné qu'ils ne peuvent en entraver la production. Ce mouvement a son origine vers 1995 dans le Nord de l'Argentine et se développe ensuite dans tout le pays. Au cours de la lutte, différents groupes se sont constitués, surtout à partir des 19 et 20 décembre 2001. Certains de ces groupes, avec des positions plus intransigeantes face au gouvernement que les autres, se considèrent comme le noyau 'dur' des piqueteros.

comprenons la répression du 26 juin qui, sur le pont Pueyrredón, a coûté la vie à deux jeunes piqueteros, Darío Santillán et Máximo Kosteki. Cette initiative répressive est mise en échec par une mobilisation des masses. Les responsables des meurtres ont été suspendus de leur fonction dans la police et emprisonnés, tandis que Duhalde avance la convocation aux élections. Cette réponse des masses face à la répression, appelée par les organisations qui forment le noyau dur des piqueteros (Bloque Piquetero, Coordinadora Aníbal Verón, le mouvement de Castells), a un impact sur les organisations des travailleurs occupés ; la CTA<sup>4</sup> se divise suite au fait qu'un secteur majoritaire de sa direction ait refusé d'appeler à la mobilisation, ce qui à son tour provoque le soulèvement de quelques sections qui, elles, participent à la mobilisation. Ceci catalyse le mécontentement qui était en train de se développer par la non-participation de la centrale dans les événements du 19 et 20 décembre, et favorise le surgissement de l'opposition qui naîtra quelques mois plus tard.

- Après la défaite du projet répressif, commence alors une seconde vague de mobilisations ; entre août et septembre, ont lieu les mobilisations pour le rejet électoral, convoquées par Zamora<sup>5</sup>, Carrió<sup>6</sup> et De Gennaro<sup>7</sup>. Il y a un changement dans la politique du gouvernement. Celui-ci, parce qu'il ne parvient pas à démobiliser le mouvement piquetero, commence un plan de captation à partir d'un accroissement énorme des plans sociaux et de la livraison d'aliments.
- En octobre-novembre il y a une phase de transition. Les premiers symptômes de la fin de la dégringolade économique apparaissent. Il y a beaucoup de luttes, mais elles sont dispersées. Il se produit une tension importante en vue de la grande mobilisation qui se prépare pour le 20 décembre, anniversaire de l'éclatement de la révolution. Il y a une marche massive, mais c'est là que le gouvernement obtient un premier triomphe : l'accord avec les "piqueteros durs" qui garantit une "mobilisation pacifique". Les médias commencent à parler des succès de Duhalde : "on

---

<sup>4</sup> *Central de los Trabajadores Argentinos*, un syndicat qui regroupe principalement les fonctionnaires et les enseignants ; Victor De Gennaro est leur dirigeant principal.

<sup>5</sup> Luis Zamora : dirigeant qui vient du trotskisme. Il s'est fait connaître comme la principale figure publique du MAS, quand ce parti lançait en 1983 la campagne pour le non paiement de la dette extérieure. Il a été le premier député trotskiste en Argentine.

<sup>6</sup> Eliza Carrió : député, ancienne dirigeante du Parti Radical. Elle a formé un nouveau parti (ARI) sur la base de sa campagne en défense de l'éthique et contre la corruption.

<sup>7</sup> Principal dirigeant de la CTA - Central de los Trabajadores Argentinos.

restaure la démocratie", "on sort du chaos", "on peut maintenant manifester en paix"...

- A partir de ce moment s'ouvre la conjoncture électorale, à la fin de laquelle le gouvernement, la bourgeoisie et l'impérialisme, non sans beaucoup d'effort, vont obtenir leur second triomphe.

## **Le résultat électoral : un triomphe du gouvernement et de l'impérialisme**

Le gouvernement a comme objectif central de canaliser le mouvement des masses dans des élections. Elisa Carrió abandonne la cause de l'anti-électorisme et se présente comme candidate. Les trois principaux partis de l'extrême gauche font de même : le PO, le MST et le PC. D'autre part, Zamora, De Gennaro, différents partis de l'extrême gauche (PCR-CCC, MAS, PTS, FOS)<sup>8</sup> et la majorité des organisations de piqueteros, se déclarent contre les élections, mais on ne parvient pas à promouvoir un mouvement unifié pour le rejet.

Malgré cette faiblesse du camp ouvrier et populaire, la crise politique continue. On ne parvient pas à unifier le PJ,<sup>9</sup> qui finalement se présente avec trois candidats. L'autre "grand parti", l'UCR, est pratiquement pulvérisé et obtiendra seulement 2 % des voix dans les élections. Le gouvernement ne parvient pas à imposer un candidat. Il essaye avec Reuteman, le gouverneur de Santa Fé, qui refuse. Il essaye alors avec de la Sota, gouverneur de Cordoba, mais il ne parvient pas à imposer son image. Finalement il conclut un accord avec le gouverneur de Santa Cruz, Néstor Kirchner, politicien de faible envergure nationale qui fait une campagne assez anodine.

Pendant toute cette période prédominait, selon les sondages, une grande indifférence parmi la population : 35 % manifestait ne pas avoir de préférence électorale. Entre-temps, le centre de la scène politique était de plus en plus occupé par la guerre en Irak, par les marches et les actions

---

<sup>8</sup> PCR - *Partido Comunista Revolucionario*, une organisation d'origine maoïste. CCC - *Corriente Clasista Combativa*, une organisation "politique et syndicale" dirigée par le PCR, très présent dans le mouvement des travailleurs sans travail. MAS - *Movimiento al Socialismo*, une organisation trotskiste, dont faisait partie Luis Zamora quand il était député. PTS - *Partido de los Trabajadores por el Socialismo*, une organisation trotskiste. FOS - *Frente Obrero Socialista*, une organisation trotskiste, la section argentine de la LIT-QI.

<sup>9</sup> Pendant plusieurs dizaines d'années, le PJ - *Partido Justicialista*, considéré comme le parti des travailleurs, et la UCR - *Unión cívica Radical*, considérée comme le parti des classes moyennes, monopolisaient pratiquement le spectre politique en Argentine. Le dirigeant légendaire du PJ était Juan Domingo Perón. Après la victoire de la révolution de 1983 qui a mis fin à la dictature militaire, Raul Alfonsín de la UCR a été élu président.

multiples de rejet, qui exprimaient une haine anti-impérialiste croissante qui acquerrait un caractère de masses.

Seulement quelques jours avant les élections, après la défaite irakienne et avec la campagne brutale pour le "vote positif", tant du gouvernement que des candidats bourgeois, des journalistes "progressistes" et des candidats de l'extrême gauche, les élections commencent à se faire accepter dans le mouvement des masses. Peu à peu commence à s'imposer le critère du "vote utile", "pour éviter que gagne Menem<sup>10</sup>" ou "pour empêcher que le second tour se dispute entre deux péronistes" ; le gouvernement gagne finalement ce bras de fer en obtenant une haute participation électorale.



Las Madres de Plaza de Maio con Kirchner

Le résultat, autant par la quantité de voix positives que par les candidats qui ont obtenu les meilleurs scores, marque un recul de la révolution et signifie un triomphe de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Face au manque d'autre alternative, ils sont parvenus à faire reculer la conscience de vastes secteurs du mouvement des masses, qui sont revenu à l'idée d'essayer de changer quelque chose par la voie électorale, bien que sans grand enthousiasme ni foi. Le "vote utile" a remplacé le "que se vayan todos", ce qui a représenté un pas en avant dans la tentative bourgeoise de recomposer le régime, qui avait été pratiquement détruit les 19 et 20 décembre 2001. Ce renforcement du régime a été perçu par la bourgeoisie un peu avant les élections, et ils l'ont utilisé pour s'attaquer à des symboles de la révolution.

---

<sup>10</sup> Carlos Saúl Menem, péroniste (du PJ), président de l'Argentine de 1989 à 1999 ; il a commencé sa présidence en concédant l'indult aux tortionnaires de l'armée. Aux élections de 2002 il a eu la majorité relative, mais au second tour il a renoncé devant un autre péroniste, Néstor Kirchner.

C'est la signification de l'évacuation de l'usine Brukman<sup>11</sup> et l'incarcération de Pepino Fernández et d'autres dirigeants de General Mosconi, une petite ville du Nord de l'Argentine qui a donné l'exemple le plus avancé de double pouvoir.

### **La situation économique**

L'offensive colonisatrice agit sur l'économie argentine depuis plusieurs décennies, mais dans ce cadre, il y a eu des périodes de croissance et d'expansion. L'apogée a été atteint en 1998 quand le PIB approchait les 300 milliards de dollars. Depuis lors, la dégringolade n'a pas cessé. Le PBI chute de 10 % entre 1999 et 2001, et pour la seule année de 2002, un chiffre semblable se vérifie. Le PBI de 2002 oscille, selon la façon de le calculer, entre 120 000 et 160 000 millions de dollars. Dans le meilleur des cas, cela représente à peine un peu plus que la moitié du PIB de quatre ans plus tôt. Pour avoir une idée de ce que signifie cette chute, rappelons que pendant la grande crise qui a explosé en 1929 aux Etats-Unis, la plus grande chute du PBI (1932) y a été de l'ordre de 13 %.

Cette catastrophe économique a eu différentes conséquences. Il y a eu une diminution de l'espérance de vie : le recensement de 2001 a fait bilan d'une population de 36 millions d'habitants, alors que celle pronostiquée était entre 37,2 et 37,8 millions. La somme des chômeurs et des sous-employés se rapproche de 50 % et la plus grande partie de l'ancienne puissante classe moyenne est pratiquement tombée en ruines. La malnutrition s'est transformée en problème endémique. Autant dire qu'il ne s'agit déjà plus seulement d'une crise économique, mais d'une débâcle économique et sociale comparable aux effets d'une guerre. Autrement dit, **l'Argentine est tombée de plusieurs étages jusqu'au second sous-sol. Elle s'est transformée en un pays différent, beaucoup plus pauvre, et il s'agit bien d'une situation irréversible.**

Il est cependant important de souligner que, dans ce cadre, il y a aujourd'hui une dynamique différente. Bien qu'il soit impossible de retourner à l'étage d'où a commencé la chute, actuellement un timide redressement a commencé à se frayer un chemin pour arriver au premier sous-sol. On estime que le PBI croîtra de 4 % cette année, et en plus, en partant de niveaux très faibles, une récupération lente des investissements dans la construction a commencé. L'explication est simple : la dévaluation a mené à une forte décroissance, en dollars, des salaires et des autres coûts de production. Cela

---

<sup>11</sup> Voir dans ce numéro : L'expérience des entreprises récupérées en Argentine.

a permis de **maintenir la valeur en dollars des exportations** (presque 28 000 millions, ce qui par la dévaluation, double son poids relatif dans l'économie), tandis que les importations ont été réduites de moitié (13 000 millions). Ce solde positif de la balance commerciale, ajouté au fait qu'on a seulement payé un tiers de la dette externe, a permis de reconstituer les réserves de la Banque Centrale, d'arrêter la progression du dollar et d'améliorer les recettes fiscales. A cela s'ajoute un **petit processus de substitution d'importations** dans le textile, le prêt-à-porter, des secteurs de la métallurgie et du verre. L'accord avec le FMI a permis de redonner confiance aux secteurs financiers en évitant de tomber dans la carence avec les organismes internationaux et en retardant le paiement de la dette.

A partir de cette nouvelle situation de l'économie, des secteurs bourgeois nationaux et impérialistes (qui se retrouvent dans le gouvernement de Kirchner) commencent à projeter un nouveau modèle d'accumulation capitaliste, basé sur la haute compétitivité de l'industrie agroalimentaire. C'est un projet qui laisserait d'autres secteurs industriels, comme l'industrie métallurgique, en second plan, et qui ne bénéficie ni aux secteurs financiers ni aux entreprises de services privatisées. Par rapport à celui-ci, apparaissent des divisions au niveau de la bourgeoisie nationale et impérialiste, qui se manifestent par des divergences à travers les partis, les organisations syndicales et même l'Eglise.

Cette récupération n'est pas qualitative et il n'y a pas de possibilité de retourner au point initial, mais elle a déjà eu son importance politique. La bourgeoisie a pu l'utiliser pour démobiliser des secteurs qui faisaient partie du camp de la révolution, comme la petite bourgeoisie agricole et commerciale. Elle a aussi servi à désamorcer la bombe à retardement du "corralito"<sup>12</sup> et du "corral" en évitant ainsi l'éclatement du système financier. Elle a également permis d'avoir une plus grande capacité pour faire des concessions aux travailleurs : plans sociaux, subventions, aliments, augmentation pour les travailleurs du secteur privé.

Comme conséquence de la profondeur du processus révolutionnaire, une grande partie de cette récupération économique a dû être investie pour étouffer l'apogée révolutionnaire et ouvrir le chemin vers les élections.

---

<sup>12</sup> La congélation des avoirs bancaires en dollars, surtout des petits épargnants, par le ministre de l'économie Domingo Cavallo, le 1 décembre 2001, qui a été à l'origine du soutien massif des classes moyennes à la rébellion des 19 et 20 décembre 2001. La mesure a été modérée plus tard, ouvrant le 'corralito' en 'corral'.

## La direction : la clé de tous les problèmes

Entre-temps, la situation économique ne suffit pas par elle-même pour expliquer le résultat électoral ni le recul de la révolution. L'explication se trouve dans le problème de la direction.

En octobre 2001, il y a eu un rejet massif des politiciens traditionnels et des élections, et un intérêt tout particulier pour une issue d'extrême gauche. Là, s'annonçait déjà l'éclatement de décembre. A partir de ce moment, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue avec des casseroles et se sont mis à couper les routes. Des dizaines de milliers prenaient part dans les Assemblées Populaires, dans la Coordination de Parque Centenario, dans l'Assemblée Nationale des Piqueteros. Le phénomène des usines récupérées se développait. Partout on approuvait des programmes que seulement les courants révolutionnaires défendaient auparavant. Face à la trahison évidente des dirigeants de la CGT<sup>13</sup>, de la CTA et de la CCC, qui n'avaient pas pris part aux journées révolutionnaires, l'extrême gauche apparaissait comme alternative, et les nouveaux organismes, auxquels s'ajoutaient les quelques syndicats combatifs qui avaient été du côté de la révolution, se profilaient comme embryons de double pouvoir. Zamora se transformait en grande référence politique. Dans les Assemblées Populaires, le MST se profilait comme direction, tandis que dans les secteurs de piqueteros les plus combatifs, le PO s'y distinguait de manière semblable.

De cette façon, dans d'importants secteurs de masses se développait un grand espoir dans l'extrême gauche, étant vue comme regroupant une nouvelle direction. C'était même le cas, dans des secteurs non mobilisés



Fidel avec l'ex-président Duhalde, lors de l'assomption de Kirchner.

En cette occasion, il dira aux étudiants: *"Nous ne recommandons pas tel ou tel système social ; je connais des pays avec tellement de ressources qu'avec une utilisation appropriée de ces ressources, ils n'auraient même pas besoin de faire un changement révolutionnaire en ce qui concerne l'économie."*

<sup>13</sup> Confederación General del Trabajo, la centrale syndicale traditionnelle, dont la CTA et le CCC sont des scissions plus ou moins récentes.



comme les usines, où apparaissaient des graffitis sur les parois des toilettes, disant "tiens bon, Zamora".

La révolution a offert à ces partis et leurs dirigeants une occasion historique, et ils l'ont abandonnée au hasard. Cela nécessite une petite réflexion. En Argentine, la possibilité à l'ordre du jour était d'avancer vers une nouvelle direction et vers des nouveaux organismes, qui auraient ouvert la possibilité de chercher le changement en dehors du système électoral. Cette possibilité a échoué parce qu'il n'y a pas eu de politique d'avancer vers l'unité de ce qui apparaissait comme nouveau (Assemblées Populaires, Assemblées de Piqueteros, usines récupérées, syndicats combatifs). On n'a pas insisté sur les batailles à mener à partir de cela, sur les syndicats et les centrales, pour disputer la direction à la bureaucratie qui maintenait encore le contrôle sur la majorité des travailleurs.

La logique de la lutte, qui impose l'unité, n'a pas été placée au premier plan, mais plutôt la logique électorale qui mène à l'auto-proclamation, à l'imposition des appareils et à la division. Avec cette logique, les appareils ont pris le dessus et ont atrophié les organismes de masses que chacun d'eux dirigeait. Comme corollaire final, le PO et le MST se sont embarqués sur le carrousel électoral et l'appel au "vote positif".

De cette façon, ils ont frustré les espoirs de vastes secteurs qui les voyaient comme alternative de direction. C'est cette frustration qui se cache derrière la sensation de découragement et de manque d'alternative, sensation qui s'est développée dans de vastes secteurs de masses et qui a permis au gouvernement et à l'impérialisme d'obtenir ce triomphe électoral.

### **Un gouvernement pro-impérialiste qui craint le mouvement des masses**

Bien que les élections aient signifié un pas en avant vers la récupération du régime, il est nécessaire de préciser qu'il s'agit d'une récupération très fragile. Ils ont récupéré, nous ne savons pas pour combien de temps, le mécanisme électoral ; mais ils ne sont pas parvenus à récupérer les partis. Les partis traditionnels (PJ et UCR)<sup>14</sup> sont fracturés à tel point qu'au second tour, qui finalement n'a pas eu lieu, devaient se faire face deux représentants du PJ, Kirchner et Menem, alors que l'UCR n'obtenait que 2 % des voix. Entre-temps, les nouveaux partis avaient un tel degré d'inconsistance que

---

<sup>14</sup> Voir note 9.

cela a mené leurs dirigeants (López Murphy<sup>15</sup> et Carrió) à déclarer, en se référant au second tour, qu'ils n'avaient pas la garantie du vote de leurs électeurs. D'autre part, il s'agit bien d'un régime qui a de plus en plus un caractère ouvertement colonial. Il existe déjà maintenant un bureau du FMI dans le pays et tous les médias parlent du "quatrième pouvoir". Cela isole de plus en plus le gouvernement et l'oppose de plus en plus à un mouvement des masses qui, jour après jour, avance dans sa conscience anti-impérialiste. C'est dans ce cadre que doit agir le nouveau gouvernement.



Fond Misérable Immoral

Kirchner, qui n'a obtenu que 22 % des voix, a commencé après son investiture à se donner une image d'un "type commun", avec un passé d'activiste antidictatorial, bien plus sympathique que Menem, De la Rúa ou Duhalde. Lors de son investiture, il a adopté une attitude d'un peu d'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, en invitant Chávez et Fidel. Une de ses premières activités a été

d'aller à Entre Ríos résoudre le conflit des enseignants ; il s'est chargé aussi de recevoir personnellement tous les dirigeants syndicaux et sociaux, depuis les dirigeants de la CGT et de la CTA jusqu'à Hebe de Bonafini<sup>16</sup>, en passant par les dirigeants des piqueteros durs. Tout cela, ajouté à sa confrontation avec la haute hiérarchie militaire et la Cour Suprême de Justice, lui a servi pour gagner en popularité et obtenir l'appui plus ou moins explicite des dirigeants de la CGT, de la CTA, de la CCC, des journalistes "progressistes" et même des figures emblématiques comme Hebe de Bonafini (qui s'est même reprochée d'avoir appelé au rejet électoral, "n'ayant pas compris" que Kirchner était un politicien "différent").

Toutefois, malgré sa popularité actuelle, le gouvernement de Kirchner est un gouvernement faible, sous-produit de la révolution, sans un soutien solide

<sup>15</sup> Ricardo Lopez Murphy, qui dirige l'initiative *Recrear* pour un nouveau parti politique, dont participe entre autre Patricia Bullrich, ancienne ministre du Travail du gouvernement De la Rúa avant décembre 2001.

<sup>16</sup> La dirigeante historique des *Madres de Plaza de Mayo*, une organisation qui depuis les années de la dictature lutte contre l'impunité des tortionnaires et autres personnages de la répression.

des partis et qui devra appliquer la politique du Fonds Monétaire, contre un mouvement des masses qui n'a pas souffert de défaite mais qui a l'illusion que Kirchner est "différent" et "qu'il va faire quelque chose de bien".

L'accord probable pour trois ans avec le FMI, concernant les chronogrammes de paiement de la dette, lui donnera un peu de marge. Mais cet accord est conditionné par l'accomplissement de la politique prescrite : augmentation des tarifs des services publics, réforme fiscale, privatisation de banques (Banco Nación et Banco de la Provincia de Buenos Aires).

La durée des espoirs qui existent aujourd'hui, dépend du temps que Kirchner prendra pour appliquer ces mesures. Il est conscient de sa faiblesse. Il sait que l'appui de la bourgeoisie et de l'impérialisme est conditionné par l'accomplissement des objectifs qui lui ont été confiés, et il craint la réponse du mouvement des masses. Il sait que l'espoir que les masses ont en lui n'est pas un chèque en blanc, que cet espoir est chargé d'une méfiance énorme. C'est pourquoi il avance avec des pieds de plomb. Il a déjà eu son premier contretemps quand il a essayé d'avancer l'augmentation de l'impôt unique (un impôt payé par la plus basse catégorie des contribuables : les professionnels, les gens qui s'installent dans le commerce pour leur compte et les petites entreprises) ; il a dû reculer rapidement devant les protestations généralisées qu'a provoquées la mesure.

### **La révolution est présente**

Les bases matérielles de la révolution n'ont pas été modifiées. Il n'y a pas de 'moratoire' pour la faim, la malnutrition, le chômage, la corruption, la violence sociale et la soumission à l'impérialisme.

Les mécanismes de domination et de contrôle politique de la bourgeoisie et de l'impérialisme, c'est-à-dire le régime et ses institutions, bien qu'ils aient obtenu un léger délai, continuent à être dans une situation de crise et de faiblesse très profondes. Le mouvement des masses pour sa part, bien qu'il traverse un moment de reflux, conserve toutes ses forces et ses potentialités intactes.

Trotsky écrivait en 1930 : *"En temps normaux, l'Etat, qu'il soit monarchique ou démocratique, est au-dessus de la nation ; l'histoire court pour le compte des spécialistes de cet office : les monarques, les ministres, les parlementaires, les journalistes. Mais aux moments décisifs, quand l'ordre établi se fait insupportable pour les masses, celles-ci cassent les barrières qui les séparent du théâtre politique, détrônent leurs représentants traditionnels et, par leur intervention, créent un point de départ pour le nouveau régime (...)* L'histoire des révolutions est, avant tout, l'histoire de

*l'irruption violente des masses dans le gouvernement de leurs propres destins".*



Novembre 2002 - Mobilisation contre l'impunité des assassinats de juin 2002.

Cette disposition des masses à prendre l'histoire en leurs mains se maintient en Argentine. On l'observe quand les 20 000 piqueteros ont occupé le pont Pueyrredón pendant des heures et des heures lors de l'anniversaire des meurtres de Kosteki et de Santillán. Elle est présente dans les rassemblements populaires qui ont eu lieu en juin à Arequito et à Arrécifes,<sup>17</sup> qui exigeaient le licenciement des autorités policières et judiciaires considérées responsables de deux meurtres dans ces villes agricoles. Ce n'est pas un hasard si tous les médias se sont exprimés pour souligner le danger que peut représenter une généralisation dans tout le pays de ce genre d'actions, si une solution institutionnelle n'est pas trouvée aux problèmes de violence.

Tous ces éléments indiquent que le processus révolutionnaire reste ouvert. C'est dans ce cadre que nous devons comprendre le moment actuel,

---

<sup>17</sup> Deux villes respectivement de l'intérieur de Santa Fé et de Buenos Aires.

comme une partie contradictoire de ce processus. L'absence d'une alternative de direction révolutionnaire a donné lieu à une impasse au cours de la révolution et à un recul dans la mobilisation des masses. La bourgeoisie et l'impérialisme en ont profité pour avancer dans leur tentative de fortifier le régime et de dévier la révolution, à travers les élections. Ils ont obtenu un premier succès avec le résultat électoral et avec les espoirs que le gouvernement de Kirchner a suscités parmi les masses. Ils essayeront sûrement d'avancer dans cette voie à l'occasion des élections parlementaires de septembre, et de gagner ainsi davantage de temps pour fortifier le gouvernement. Mais ce renforcement est très relatif parce qu'entre autres, comme nous l'avons déjà vu, les espoirs des masses sont à courte échéance. Tôt ou tard, le gouvernement de Kirchner devra appliquer les mesures très dures que lui imposent l'impérialisme et la grande bourgeoisie, et il se heurtera de front au mouvement des masses.

### **Les changements dans la dynamique de classes de la révolution**

La manifestation révolutionnaire de 2001 a combiné les luttes d'un vaste spectre social, qui s'est étendu depuis les secteurs les plus marginalisés et sans travail, jusqu'à un secteur très important, appauvri et indigné, de la petite bourgeoisie (et même de la basse bourgeoisie). Cette multiplicité a été l'expression du caractère de la structure sociale argentine, devenue plus complexe suite aux changements qui se sont produits par la colonisation impérialiste durant ces vingt dernières années. Des phénomènes sociaux relativement nouveaux apparaissent ainsi, comme le chômage structurel très élevé et une classe moyenne appauvrie (petits commerçants, propriétaires d'atelier et un secteur des professions libérales), qui se font sentir dans la lutte.

La présence des travailleurs occupés s'est exprimée dans les manifestations et les confrontations des enseignants et des fonctionnaires avec la police à La Plata, à Córdoba et à Neuquén, le 19 décembre, et dans les colonnes des syndicats "combatifs", le 20 décembre. Il faut certainement y ajouter des milliers de travailleurs qui ont pris part individuellement à la lutte, mais il est toutefois important de préciser que **les travailleurs occupés et leurs organisations n'ont pas été au centre du processus et n'en ont pas été la direction pendant la première partie de la révolution.**

Il est évident que cela a été un facteur négatif, une faiblesse profonde du processus révolutionnaire ; d'abord, parce que cela a privé la révolution de disposer de l'arme très puissante de la grève générale et de sa capacité à

paralyser le pays. Deuxièmement, parce que cela a empêché le développement et la solidité des organismes de la révolution.

Nous voyons aujourd'hui des changements dans cette dynamique de classes. D'un côté, en ce qui concerne le rôle de la classe moyenne, on a l'impression qu'il "se régularise". Historiquement, la petite bourgeoisie, de par son hétérogénéité, se divise face aux processus révolutionnaires. Un secteur, effrayé par "le désordre révolutionnaire" et redoutant les masses, tourne à droite, demande "de l'ordre" et soutient la bourgeoisie. Les secteurs les plus appauvris tendent à s'intégrer à la lutte. Entre-temps, une majorité oscille selon la dynamique de la situation. Ce qui s'est produit lors du soulèvement de décembre et au cours du premier tronçon du processus, quand la classe moyenne a pris part de manière presque massive à la révolution, est probablement unique. Actuellement, on dirait que l'attitude de la petite bourgeoisie argentine tend à s'aligner sur ces paramètres historiques, c'est-à-dire à se fractionner. De manière déformée, les élections ont exprimé cette division : certains secteurs de la classe moyenne ont voté pour les propositions de Menem et de López Murphy, qui étaient de réprimer les piqueteros et les luttes ; d'autres ont voté un ARI "progressif" et beaucoup, sûrement, ont voté Kirchner "pour éviter que ne gagne Menem". Au-delà de cette analyse, il est toutefois fort possible qu'une grande partie des mesures qu'adoptera prochainement le gouvernement (augmentation massive des tarifs, durcissement fiscal, exécutions hypothécaires, etc..) poussent des secteurs de la classe moyenne à la lutte. En plus, comme le montre aussi l'expérience historique, ces secteurs seront d'autant plus étendus dans la mesure où la perspective révolutionnaire portée par la classe ouvrière devient plus claire.

Il est très important qu'une tendance vers des luttes plus importantes du mouvement ouvrier occupé se soit profilée durant ces derniers mois. Il y a eu des luttes triomphantes, pour les salaires et contre les licenciements, chez les camionneurs, les chauffeurs d'autobus, les cheminots, les travailleurs du secteur des télécommunications et de celui de la pêche. Toutes ces luttes se font pour des revendications minimales, et leur développement est moins spectaculaire et explosif que d'autres manifestations de la révolution. Si cette tendance se confirme, bien qu'elle ne place pas encore les travailleurs occupés au centre de la scène, elle sera un fait très important et positif parce que cela donnera bien davantage de profondeur au processus révolutionnaire. Dans l'immédiat, c'est la lutte pour l'augmentation salariale des fonctionnaires et des enseignants nationaux, provinciaux et municipaux qui est à l'ordre du jour, et dont l'avant-garde est pour l'instant le conflit des

auxiliaires de l'éducation de Buenos Aires. Si cela se généralise à l'ensemble du secteur, ce serait une lutte clef, non seulement par le nombre de travailleurs concernés (environ 2 000 000), mais aussi parce qu'il touche le cœur des plans d'assainissement budgétaire de l'impérialisme et du gouvernement.

D'autre part, le chômage structurel (qui affecte, à différents niveaux, 5 000 000 personnes) est toujours un des problèmes les plus graves de notre pays parce qu'il est insoluble sous le capitalisme. C'est pourquoi, même si ce problème est dans une certaine mesure résorbé par les plans sociaux, ce secteur (avec son avant-garde piquetera) sera toujours un des éléments les plus explosifs de la révolution.

### **La révolution antibureaucratique**

Il s'agit d'une nouvelle voie qui commence à se manifester dans cette phase de la révolution et qui est combinée avec les deux autres voies déjà existantes, les tendances antirégime et anti-impérialiste. C'est un processus d'une importance exceptionnelle, étant donné que la bureaucratie, bien qu'affaiblie, agit toujours sur la plupart des travailleurs argentins et est un obstacle objectif pour l'avance de la révolution. Par exemple, l'existence de cette bureaucratie est une des raisons qui expliquent le retard de l'entrée en scène du mouvement ouvrier occupé.

C'est dans la CTA que ce processus s'est le plus développé. C'est là qu'est apparue une opposition de classe, antibureaucratique et anti-impérialiste, qui a eu sa plus grande expression dans le syndicat des enseignants. Ce phénomène antibureaucratique, qui commence déjà d'ailleurs à être perçu à un niveau plus de base, dans les usines, chez les cheminots et les secteurs de service, et qui s'exprime aussi dans les nouvelles organisations piqueteras, peut jouer un rôle central dans la lutte pour la nouvelle direction que réclame le processus argentin.

### **La perspective la plus probable**

Il y a fondamentalement deux hypothèses sur les perspectives immédiates. L'une d'elles est que le gouvernement de Kirchner, malgré sa faiblesse initiale, vaincra le mouvement ouvrier et de masses et parviendra ainsi à se fortifier et à fermer le processus révolutionnaire.

L'autre est que les luttes du mouvement des masses, même si elles sont initialement dispersées, accentuent la faiblesse du gouvernement et le mettent en échec, et ouvrent à nouveau pleinement la montée révolutionnaire. Cette dernière hypothèse paraît être la plus probable, non

seulement par les éléments déjà mentionnés de la situation argentine, mais par le contexte de montée révolutionnaire et de crise économique et politique au niveau latino-américain et international. Dans ce contexte, sans aucun doute, le rythme qu'acquerra le processus de déstabilisation du gouvernement de Front Populaire au Brésil, influencera spécialement les rythmes du processus argentin. De la même façon, la dynamique de l'économie mondiale, spécialement celle des Etats-Unis, aura une incidence directe sur la réalité argentine. Actuellement, les Etats-Unis ont des indices de croissance très faibles, avec une possible tendance à la récession, et cela embourbe tout le commerce mondial. Si cette dynamique se confirme, il sera beaucoup plus difficile pour la bourgeoisie argentine de mettre en pratique le projet d'augmenter les exportations, comme le moteur de l'ensemble de l'économie de notre pays.

Toutefois, en dernier ressort, l'essence même du futur de la révolution argentine dépend directement du fait que l'on parviendra ou non à construire une alternative de direction révolutionnaire qui puisse orienter cette révolution vers la lutte pour le pouvoir ouvrier et pour le développement de la révolution latino-américaine contre l'impérialisme. C'est la grande tâche que les masses argentines ont devant eux.

Si face aux confrontations qui s'approchent, nous, les révolutionnaires argentins, voulons mener à bien cet objectif, nous avons quelques devoirs inéluctables. D'une part, promouvoir l'unité maximale pour la lutte, ainsi que la démocratie ouvrière dans le fonctionnement des organismes, en rejetant n'importe quelle autoproclamation et imposition d'appareils. Et d'autre part, faire tout ce qui est possible pour avancer vers des accords révolutionnaires qui permettent de renforcer l'intervention dans les luttes et d'avancer vers la construction d'une direction révolutionnaire, capable d'assumer la responsabilité pour diriger le processus et faire avancer la révolution.

Juin 2003

La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.

Léon Trotsky - Programme de Transition



## Argentine

### L'expérience des "entreprises récupérées"

Alejandro Iturbe  
Professeur – Membre de la direction nationale du  
FOS (Frente Obrero Socialista - section argentine  
de la Ligue Internationale des Travailleurs -  
Quatrième Internationale)

La semaine même où j'écrivais cet article, deux informations sur ce thème apparaissaient dans la presse argentine. Selon la première, en plein centre de Buenos Aires, à trois pâtés de maisons du Congrès National, près de 100 anciens employés du Buenos Aires Bauern Hotel, inauguré lors du Mondial de 1978 et fermé fin 2001, prenaient le bâtiment pour réclamer son expropriation et l'autorisation de l'exploiter comme coopérative des travailleurs. La deuxième informait que 100 ouvriers rouvraient, à Avellaneda, également sous la forme de coopérative, l'usine Cristalux, fermée en 2000 et qui fut une des plus importantes industries de verre du pays, comptant 1500 travailleurs.

Ce sont les derniers faits du processus connu sous le nom d' "entreprises récupérées", qui s'étend et se généralise chaque fois plus en Argentine. Des entreprises en faillite ou fermées par leur propriétaires sont récupérées par les travailleurs, sous différentes formes légales, pour les remettre en fonctionnement sous leur contrôle. Ce phénomène fit un bond en avant avec l'explosion du processus révolutionnaire ouvert le 20 décembre 2001, même si il lui était antérieur.

Actuellement, on estime qu'il existe dans le pays quelques 150 "entreprises récupérées" et approximativement 10 000 travailleurs concernés. Cela va des petites unités avec moins de dix travailleurs jusqu'à d'autres avec 200 ou 300 ouvriers. D'un autre côté, bien que la majorité d'entre elles soient des entreprises industrielles, cela inclut également les secteurs de services comme des Supermarchés, des cliniques médicales, des écoles et, comme nous l'avons vu, l'hôtellerie. Enfin, beaucoup d'entreprises sont déjà un plein processus de production, d'autres commencent à peine à rétablir le fonctionnement et il y en a qui sont encore en pleine lutte pour obtenir ce statut.

L'explosion révolutionnaire de décembre 2001 entraîna les travailleurs, les militants et les analystes du monde entier à se tourner vers l'Argentine et vers l'étude de phénomènes propres à cette situation telles que les

assemblées populaires et les organisations de chômeurs comme les "piqueteros". L'expérience des "entreprises récupérées", en grande partie inédite aujourd'hui au niveau mondial, est également suivie avec beaucoup d'attention et on reconnaît des noms comme Zanon, Brukman et IMPA.



Une assemblée dans l'usine de **Zanon BCO**  
(bajo control obrero - sous contrôle ouvrier)

### Les causes profondes

L'expérience des "entreprises récupérées" est le résultat combiné de plusieurs facteurs de la situation argentine de ces dernières années :

- La crise économique prolongée qui débuta en 1998 et qui s'est approfondie en 2002. Pendant cette période, les entreprises arrêterent d'investir une partie importante de leurs profits. Le "désinvestissement" est estimé à près de 50 000 millions de dollars. Ajoutés à la saignée pour le paiement de la dette externe, ces faits provoquèrent une chute accumulée du PIB de 20%, qui s'exprima par des milliers de licenciements et de suspensions ainsi que par la fermeture de nombreuses entreprises : pour la seule période entre la fin de 2001 et le milieu de 2002, 75 000 postes de travail furent perdus.
- Ce processus s'ajouta à la destruction de postes de travail qui eut déjà lieu dans les années 90 sous les gouvernements de Menem. D'un côté, la

parité de change (1 peso = 1 dollar) favorisa les importations et porta préjudice aux entreprises productrices du pays. Beaucoup arrêtaient de produire et d'autres fermaient directement. D'un autre côté, la privatisation des entreprises publiques élimina également des centaines de milliers d'emplois.

- Le chômage fit un bond impressionnant : en 2002 le chômage dépassa les 20% et, ajoutant à cela le sous-travail, il atteignit 40% ; chiffres "normaux" pour d'autres pays latino-américains, mais intolérable pour l'Argentine, un pays avec une tradition de hauts niveaux d'emplois.
- Quand les choses commençaient à aller mal, les patrons de beaucoup d'entreprises "vidaient" leurs installations avant de fermer la boîte. Non seulement les travailleurs ne reçurent pas l'indemnité légale de licenciement, mais les patrons leur devaient leurs derniers salaires. Et même quand ils touchèrent la somme correspondante, l'expérience négative des petites entreprises commerciales et de transports de milliers d'ex-employés des entreprises privatisées montrait que cela n'offrait pas de perspectives. La bureaucratie des syndicats impliqués se limita, dans la majorité des cas, à proposer de lutter pour toucher l'indemnisation.
- Dans ce cadre, accepter passivement la fermeture de l'entreprise et la perte du poste de travail signifiait accepter un avenir de chômeur, de pauvreté et de misère. D'autant plus que beaucoup de ces travailleurs ont plus de 40 ans, âge où, pour le capitalisme, on est une marchandise bonne pour la poubelle.

### **Une lutte difficile**

Pour ces raisons, ce sont chaque fois les travailleurs qui luttent pour éviter la fermeture de leur entreprise ou pour la récupérer, et ils luttent dans tous les sens du terme. Le premier pas a toujours été l'occupation des installations qui, généralement, ont dû être défendues contre la répression et les tentatives brutales de la police pour les évacuer, même dans les cas où les entreprises étaient déjà en train de produire. C'est ce qui se passa, il y a plusieurs années, avec l'entreprise métallurgique IMPA. Plus récemment, l'entreprise de céramique Zanon à Neuquén (qui a, notamment, reçu une menace judiciaire d'expulsion durant les premiers jours d'avril), l'entreprise textile Bruckman, en pleine ville de Buenos Aires, l'usine de traitement de laine Lavalan, en Avellaneda, et beaucoup d'autres, ont également connu cette situation. Lors de leur défense, de vraies batailles se sont développées, durant lesquelles les travailleurs reçurent le soutien des voisins, de groupes de défenses des droits de l'Homme, d'assemblées populaires, d'organisations

de chômeurs et de syndicats combattifs, qui formaient de véritables "boucliers humains" pour empêcher l'expulsion ou pour récupérer le bâtiment.

Mais ils ont aussi lutté sur d'autres terrains : dans le domaine légal, pour obtenir les permis et les formes légales qui leur permettraient de



fonctionner ; dans la tâche de récupérer et de réparer les installations et les machines pour pouvoir produire, et en apprenant des fonctions qui, auparavant, étaient dans les mains du patron, telles que la vente et l'administration.

### Trois variantes

Les entreprises récupérées ont adopté différentes formes par rapport à la propriété et au contrôle de la production. La forme la plus étendue est celle de **coopératives**. Dans ce cas, les travailleurs forment une coopérative qui obtient la reconnaissance légale et sollicite l'expropriation des biens de l'entreprise antérieure, qui passe en leur pouvoir. La direction de la coopérative est exercée par un Conseil d'Administration, élu par l'assemblée des travailleurs associés et dont les membres, en général, accomplissent leur

part de travail comme le reste de leurs camarades. C'est le cas de l'entreprise métallurgique IMPA, qui fait partie du MNER (Mouvement National des Entreprises Récupérées) et dans laquelle travaillent quelques 150 personnes. IMPA est l'une des premières expériences, l'une des plus consolidées commercialement et, actuellement, elle est en train d'incorporer de nouveaux travailleurs. Le salaire moyen y est aux alentours de 700 pesos (quelques 230 dollars).

Une autre expérience est celle de **l'autogestion ouvrière**, qui se développe dans l'usine de céramique Zanon et qui a eu lieu dans l'usine de textile Bruckman. Dans ce cas, la situation légale de la propriété est en litige judiciaire : les juges ont accordé aux travailleurs une "surveillance temporaire" des biens, mais les anciens patrons réclament leur restitution, ce qui donne lieu à des menaces permanentes et à des tentatives d'expulsion. Dans ce cas, la direction du processus de production se combine avec les organismes syndicaux (commission interne et délégués), mais l'assemblée des travailleurs a, en dernière instance, le pouvoir de décision.

Zanon est en plein fonctionnement et l'entreprise augmenta son groupe initial de 258 travailleurs à 307, en engageant des chômeurs de la région. Le salaire est de 800 pesos (256 dollars). L'expérience de Bruckman a subi un revers en avril de l'année passée quand la police, par ordre judiciaire, expulsa les travailleurs qui, aujourd'hui, continuent à lutter depuis l'extérieur pour récupérer l'usine. De toute manière, il est important de connaître l'histoire de cette expérience. La situation des 60 travailleurs de Bruckman fut un peu plus difficile que celle de Zanon. D'un côté, ils durent récupérer et réparer les installations de base du bâtiment, très détériorées par des années d'abandon par le patronat. D'un autre côté, ils eurent des difficultés à consolider leur circuit commercial et les ventes furent donc irrégulières. Pour cette raison, les revenus des travailleurs varièrent entre 40 et 50 dollars par semaine. Dans les deux cas, les travailleurs réclamèrent que l'Etat exproprie l'entreprise sans paiement, pour qu'elle continue à produire sous le contrôle des travailleurs.

Récemment, une alternative différente a commencé à se développer dans l'usine de farine de poisson Confluencia, dans la ville de Caleta Olivia, dans la province de Santa Cruz. Dans ce cas, le patron continue à avoir la charge de l'entreprise mais celle-ci fonctionne sous contrôle ouvrier. Cela se déroule au milieu d'un affrontement avec de grandes entreprises de pêche espagnoles qui achètent des permis de pêche et d'exportation, ferment les usines et conditionnent le poisson directement dans les bateaux. Pour cette raison, l'usine resta fermée un an faute d'autorisation des autorités pour la

rouvrir, et seulement six personnes y travaillaient pour effectuer des tâches de maintenance. La CTD (Coordination des travailleurs sans emploi) de Comodoro Rivadavia et Caleta Olivia, avec l'appui de divers secteurs politiques et syndicaux, exigèrent la réouverture et ensuite l'occupation de l'usine pour la mettre en fonctionnement. Aujourd'hui, 20 camarades y travaillent, dont les salaires vont de 265 à 400 dollars par mois. Les travailleurs contrôlent les revenus et les dépenses via un délégué. Le patron doit montrer sa comptabilité à l'assemblée ouvrière et il ne peut engager ni licencier sans l'accord des travailleurs. Le projet est d'augmenter le groupe à



Un piquet de travailleurs de Confluencia - Caleta Olivia

40 ouvriers. Le processus commence à s'étendre maintenant à une autre usine du même patron qui peut occuper plus de 100 travailleurs. Cette expérience, même si elle est petite et se passe loin des grands centres urbains, est déjà très importante, étant donné que ce mécanisme de contrôle ouvrier est plus susceptible d'être appliqué à de grandes entreprises industrielles.

### **Un processus très progressiste**

Nous considérons l'expérience des entreprises récupérées très progressiste pour diverses raisons. Tout d'abord parce que cela représente, face à la passivité criminelle de la majorité de la bureaucratie syndicale, **une**

**alternative claire pour beaucoup de travailleurs pour défendre leurs postes de travail et leur propre condition d'ouvrier.**

Mais le plus important est que ce sont **des démonstrations pratiques du fait que la bourgeoisie n'est pas nécessaire et que les travailleurs sont parfaitement capables de garantir, par eux-mêmes, la production.** Par cette affirmation, nous ne faisons rien d'autre que suivre l'opinion qu'exprimèrent Marx, Engels, Lénine et Trotsky sur des phénomènes similaires. Les travailleurs de ces entreprises commencent à arriver aux mêmes conclusions : "*nous sommes en train de montrer que nous n'avons pas besoin des patrons*", déclare un ouvrier d'une usine métallurgique dans la revue du MNER.

Les travailleurs sont en train de réaliser une expérience très riche : planifier et organiser la production, analyser les coûts et les processus, définir les priorités d'investissement, distribuer les marchandises... En d'autres mots, ils réalisent à une petite échelle ce que sera, plus tard, avoir leur propre Etat.

J'aimerais développer deux aspects. Le premier aspect est que, dans certaines entreprises qui fonctionnent en plein régime, **les salaires se trouvent un peu au-dessus du salaire moyen général du pays** ( 60% des travailleurs argentins gagnent moins de 160 dollars par mois et beaucoup en gagnent seulement 100). La raison en est qu'une partie de la survaleur qui était avant appropriée par le patron est maintenant intégrée au salaire. Par exemple, les salaires représentent 24% des coûts de IMPA, alors que la moyenne générale de l'industrie est de 10%. Le deuxième aspect, c'est que **toutes ces entreprises destinent le reste de leurs bénéfices à réparation et à la récupération de bâtiments, d'installations et de machines**, montrant ainsi que les travailleurs sont les seuls à garantir la pleine exploitation du capital productif, alors que le patron le laisse à l'abandon ou le détruit directement.

### **Points de référence**

Dans beaucoup de cas, les entreprises récupérées se sont transformées en véritables points de référence dans leurs régions. Les travailleurs de Zanon, par exemple, sont à la tête de la Coordination d'Alto Valle, composée d'organisations de chômeurs et de courants syndicaux de Neuquén et de Rio Negro, tandis que diverses assemblées populaires et organisations de défense des Droits de l'Homme se réunissent autour de Bruckman.

Dans IMPA fonctionne le centre culturel "La fabrica"<sup>18</sup>. Les installations sont ouvertes aux travailleurs et à la population, de même qu'aux différents courants politiques, sans aucun type de sectarisme. Un centre culturel fonctionne également dans le Supermarché Tigre de Rosario et des réunions de différents courants politiques y ont eu lieu.

De plus, les entreprises développent la solidarité ouvrière et populaire. Le projet de récupération du Supermarché Tigre est le fonctionnement d'un restaurant pour les étudiants de la ville et l'ouverture d'un centre communautaire pour baisser le prix des produits de base. Zanon a donné des céramiques à des écoles et des hôpitaux publics de la région. Une clinique de la capitale propose une couverture médicale à moindre coût, pour les travailleurs des entreprises récupérées qui n'ont pas d'assurance sociale. Les travailleurs de l'usine de farine Confluencia ont obtenu, de leur côté, que l'aide sociale du syndicat bénéficie gratuitement à un chômeur par dix ouvriers occupés.

## Les organisations

Nous avons déjà vu que l'expérience des entreprises récupérées comprend différentes catégories. Cela se reflète également dans l'existence de différents courants ou mouvements dans lesquels elles s'organisent. Le plus important est le MNER (Mouvement National des Entreprises Récupérées) mené par IMPA, et qui regroupe quelques 100 entreprises de tout le pays. La catégorie que le MNER impulse est celle des coopératives des travailleurs. Ses promoteurs proviennent du péronisme et ils éditent une revue avec des communiqués des différentes entreprises.

Un autre courant est celui mené par Zanon, Bruckman et le Supermarché Tigre qui réalisa, le 15 mars, sa deuxième rencontre à Rosario et auquel participe également l'usine de farine Confluencia. Ce courant, influencé par des partis et organisations d'extrême gauche, développe l'autogestion et propose l'étatisation sous contrôle ouvrier. Ils éditent le journal *Nuestra lucha* (*Notre lutte*). D'un autre côté, beaucoup d'entreprises ne participent à aucun mouvement.

Dans ce sens, notre opinion est que la **formation d'un seul mouvement ou coordination qui unifie tout le processus** serait très positif. Cela permettrait non seulement de fortifier chaque entreprise grâce à un appui commun et l'échange des expériences, mais aussi de créer un pôle de référence plus fort pour l'ensemble des travailleurs, occupés et sans emploi.

---

<sup>18</sup> Un article est consacré à cette expérience, dans l'édition complète (en Espagnol) de *Marxismo Vivo*.



## **Ce que disent les classiques**

### **Association coopérative et contrôle ouvrier de la production**

Cecilia Toledo  
Journaliste et militante du PSTU (section de la  
Ligue Internationale des Travailleurs-  
Quatrième Internationale au Brésil)

Le débat qui a lieu en Argentine, entre ceux qui défendent la transformation des usines occupées par les travailleurs en coopératives et ceux qui défendent leur nationalisation sous contrôle ouvrier peut, sans doute, devenir très éducatif pour l'avant-garde des travailleurs du monde entier. Ce serait réellement lamentable que ces deux alternatives finissent par provoquer une division et un affrontement (ce qui, dans les faits, est déjà le cas) entre ces deux visions; cela affaiblirait le mouvement d'ensemble pour affronter le patronat et le gouvernement argentin.

Ce débat n'est pas nouveau et certains des dirigeants les plus remarquables du marxisme participent à cette discussion. Il est important de noter que la majorité d'entre eux revendiquent le rôle des coopératives de production et aussi la nationalisation sous contrôle ouvrier ; ils précisent toutefois que tant la première que la deuxième alternative ne pourraient avoir de succès qu'en étant insérées dans la lutte pour le pouvoir étatique de la classe ouvrière, c'est à dire la révolution ouvrière.

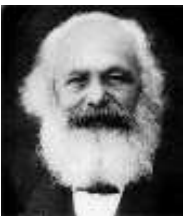
#### **SUR L'ASSOCIATION COOPERATIVE**

L'association coopérative comme forme de transition entre l'économie politique bourgeoise et l'économie politique du prolétariat, tel que le définissait Marx, ou comme forme hybride sur la scène du capitalisme, incapable d'attaquer les bases du capitalisme, comme le voyait Rosa Luxemburg, est abordée ici selon le point de vue des classiques.



### **Engels: du socialisme utopique au socialisme scientifique**

Dans *Du Socialisme Utopique au Socialisme Scientifique*, Engels fait référence au concept d'association coopérative lié aux idées du socialisme utopique. Il montre la continuité historique entre le féodalisme et le mode de production capitaliste, et comment ce dernier engendre les semences de l'économie socialiste. Il rappelle que Robert Owen a créé en 1819 - comme mesure transitoire pour que la société puisse s'organiser de manière intégralement communiste - les coopératives de consommation et de production ; celles-ci devaient servir à démontrer dans la pratique que le commerçant et le fabricant ne sont pas indispensables. Les idées d'Owen étaient imprégnées d'utopisme et le socialisme était, pour lui comme pour les autres socialistes utopiques tels que Fourier et Saint-Simon, l'expression de la vérité absolue, de la raison et de la justice : il suffisait de découvrir cela pour que l'idée envahisse le monde. Toutefois, malgré cela, son idée d'association coopérative représenta un grand pas dans le sens de mettre en question les bases mêmes de la propriété privée et de la nécessité du capitalisme comme tel. Cette découverte fût fondamentale pour la classe ouvrière dans ses affrontements contre la bourgeoisie. La lutte de classes elle-même se chargea, immédiatement, de démontrer que l'idée de la vérité absolue, au contraire de ce que pensaient les socialistes utopiques, est soumise aux conditions d'espace et de temps, est conditionnée par le développement historique de l'humanité.



### **Marx: les coopératives comme forme de transition**

Ni Engels ni Marx ne condamnaient d'emblée l'idée de l'association coopérative entre les travailleurs, mais seulement ce qui en représentait une déformation. Ils n'examinaient pas les coopératives en tant que telles et pour elles-mêmes, mais toujours dans la perspective générale de l'émancipation de la classe ouvrière. Ils condamnaient les coopératives soutenues par l'Etat, et aussi la défense des coopératives comme étant des organismes socialistes, comme le soutenait Lassalle.

En 1864, l'association coopérative était déjà bien étendue parmi le prolétariat en Prusse, représentant une première victoire de l'économie politique de la classe ouvrière sur celle des bourgeois ; Marx, dans son

discours inaugural prononcé à Londres à l'occasion du lancement de l'Association Internationale des travailleurs, fixa clairement les principales lignes d'argumentation sur le thème.

Les travailleurs montraient dans la pratique, et non en théorie, que les patrons n'étaient pas nécessaires pour la production. D'autre part, Marx mettait l'accent sur le fait indéniable que l'association coopérative ne pourrait jamais mettre en échec les monopoles, à moins qu'il ne se développe à l'échelle nationale. Seule la classe ouvrière serait en mesure, en s'emparant du pouvoir politique, de faire en sorte que l'association coopérative s'échappe du cercle étroit des efforts occasionnels de groupes de travailleurs isolés.

Marx était conscient du fait que le capitalisme était plein de contradictions, dont toutes n'étaient pas compatibles avec sa continuité. Pendant les décennies 1860 et 1870, il insista sur la possibilité du communisme, présente tant dans la pratique de la classe ouvrière qu'au sein de la production capitaliste.

Les usines transformées en coopératives par les travailleurs signifiaient une relation profondément dialectique entre le futur et le présent, entre ce qui est interne et externe au capitalisme. Pour Marx,

"A l'intérieur de la vieille forme, les usines coopératives des ouvriers elles-mêmes représentent la première rupture de cette forme, bien qu'évidemment elles reproduisent, et ne peuvent pas ne pas reproduire, partout dans leur organisation effective, tous les défauts du système existant. Mais, dans ces coopératives, la contradiction entre capital et travail est supprimée, même si les travailleurs ne sont d'abord, en tant qu'association, que leur propre capitaliste, c'est-à-dire s'ils utilisent les moyens de production pour mettre en valeur leur propre travail. Elles montrent comment, à un certain degré de développement des forces productives matérielles et des formes sociales correspondantes de production, un nouveau mode de production peut surgir et se développer tout naturellement à partir d'un mode de production donné. Sans le système des fabriques issu du mode de production capitaliste, l'usine coopérative ne pourrait pas se développer, pas plus qu'elle ne le pourrait sans le système de crédit issu de ce mode de production. Ce système de crédit, qui constitue la base principale de la transformation progressive des entreprises capitalistes privées en sociétés capitalistes par actions, offre également le moyen d'une extension progressive des entreprises coopératives à une échelle plus ou moins nationale. Il faut considérer les entreprises capitalistes par actions, et au même titre les usines coopératives, comme des formes de transition du mode

capitaliste de production au mode collectiviste, avec cette différence que, dans les premières, la contradiction est résolue négativement et dans les secondes positivement."<sup>19</sup>



### **Rosa Luxemburg: les limites de l'association coopérative**

Les coopératives de production et de consommation eurent un grand ancrage et une grande popularité au sein de la classe ouvrière. Beaucoup d'auteurs tentèrent de voir, dans le développement graduel des coopératives, une voie vers le socialisme, sans la nécessité d'une révolution

socialiste.

Répondant à cette conception, Rosa Luxemburg insista, à différentes occasions, sur les limites du système de l'association coopérative. Dans son livre *Réforme ou révolution*<sup>20</sup> elle dit:

"Les coopératives, et d'abord les coopératives de production sont des institutions de nature hybride au sein de l'économie capitaliste : elles constituent une production socialisée en miniature, qui s'accompagne d'un échange capitaliste. Mais dans l'économie capitaliste l'échange domine la production ; à cause de la concurrence il exige, pour que puisse vivre l'entreprise, une exploitation impitoyable de la force de travail, c'est-à-dire la domination complète du processus de production par les intérêts du capital. Pratiquement, cela se traduit par la nécessité d'intensifier le travail, d'en raccourcir ou d'en prolonger la durée selon la conjoncture, d'embaucher ou de licencier la force de travail selon les besoins du marché, en un mot de pratiquer toutes les méthodes bien connues qui permettent à une entreprise capitaliste de soutenir la concurrence des autres entreprises. D'où, pour la coopérative de production, la nécessité, contradictoire pour les ouvriers, de se gouverner eux-mêmes avec toute l'autorité absolue nécessaire et de jouer vis-à-vis d'eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs capitalistes. De cette contradiction la coopérative de production meurt, en ce sens qu'elle redevient une entreprise capitaliste ou bien, au cas où les intérêts des ouvriers sont les plus forts, qu'elle se dissout."

Rosa Luxemburg voyait les coopératives, sur la scène du capitalisme, en contradiction permanente avec le système dominant, à cause des lois du marché.

---

<sup>19</sup> Karl Marx *Le Capital*, vol III, chap. XXVII

<sup>20</sup> Rosa Luxemburg, *Réforme ou révolution*, II partie, 2. Les syndicats, les coopératives et la démocratie politique.

"La coopérative ne peut assurer son existence au sein de l'économie capitaliste qu'en supprimant, par un détour, la contradiction qu'elle recèle entre le mode de production et le mode d'échange, en se soustrayant artificiellement aux lois de la libre concurrence."

Dans ce sens, elle souleva le rôle des coopératives de consommation comme uniques associés possibles, aussi bien que comme soutien nécessaire, des coopératives de production :

La coopérative ne peut assurer son existence "qu'en s'assurant par avance un marché, un cercle constant de consommateurs ; la *coopérative de consommation* lui en fournit le moyen. Voilà la raison - c'est Bernstein qui nous le révèle - de la faillite des coopératives de production autonomes, dont l'existence ne peut être assurée que par une coopérative de consommation ; cela n'a rien à voir avec la distinction entre les coopératives d'achat et de vente inventées par Oppenheimer."

Voilà pourquoi Luxemburg voit une limitation très importante aux possibilités de maintenir l'association coopérative, spécialement dans les secteurs de pointe du système capitaliste :

"On constate donc que l'existence des coopératives de production est liée actuellement à l'existence des coopératives de consommation ; il en résulte que les coopératives de production doivent se contenter, dans le meilleur des cas, de petits débouchés locaux et qu'elles se limitent à quelques produits de première nécessité, de préférence aux produits alimentaires. Toutes les branches les plus importantes de la production capitaliste : l'industrie textile, minière, métallurgique, pétrolière, ainsi que l'industrie de construction de machines, des locomotives et des navires sont exclues d'avance de la coopérative de consommation et, par conséquent, des coopératives de production. C'est pourquoi, même en faisant abstraction de leur caractère hybride, les coopératives de production ne peuvent jouer le rôle d'une réforme sociale générale".



### **Trotsky : les coopératives et les conditions préalables pour le socialisme**

Revendiquant les coopératives, Trotsky polémique également avec ceux qui, idéalisant les coopératives, les voyaient comme un pas préalable et linéaire en direction du socialisme.

Dans l'étude intitulée *Résultats et perspectives* (1919), Trotsky se réfère à la production coopérative, dans la polémique avec N. Roskov sur les conditions préalables pour le socialisme. Pour

Roskov, la prédominance de la production en coopératives était un symptôme de maturité d'un pays pour le socialisme. Pour cela, comme les coopératives n'étaient pas à la tête du développement industriel, Roskov ne croyait pas que la Russie était mature pour le socialisme. Pour Trotsky, ces considérations étaient sans fondements.

"Les coopératives ne peuvent arriver à la tête du développement industriel, non pas parce que le développement économique n'a pas encore suffisamment progressé, mais parce qu'au contraire il a trop progressé. Le développement économique prépare indubitablement le terrain pour la production en coopératives, mais pour laquelle ? : pour la coopération *capitaliste* sur base du travail salarié ; n'importe quelle usine peut nous servir comme modèle de coopération capitaliste."

Revendiquant la nécessité de la révolution socialiste comme unique façon d'arriver à la victoire de l'association coopérative, Trotsky ajoute : "avec le développement technique, l'importance de cette coopération augmente également. Mais comment l'évolution du capitalisme pourrait-elle permettre que les entreprises coopératives arrivent à *la tête de l'industrie* ? Il est clair que dans ce cas, les coopératives devraient exproprier automatiquement toutes les entreprises capitalistes, après quoi il resterait seulement à réduire la journée de travail jusqu'au point où tout les citoyens aient du travail, en régulant le volume de production des différents secteurs pour éviter les crises. De cette manière le socialisme, dans ses caractéristiques fondamentales, serait construit."

De cette manière, Trotsky démontre que le raisonnement de Roskov en arrive à sous-estimer la nécessité de la révolution et de la dictature du prolétariat pour la construction du socialisme.



### **Lénine : révolutionnaires et réformistes face aux coopératives**

Pour Lénine<sup>21</sup>, les coopératives de production et de consommation n'étaient en elles-mêmes ni progressives, ni régressives. Tout dépendait de l'orientation qu'elles avaient. Pour cela, analysant le projet de Programme du Parti Socialiste Français, en 1910, Lénine déclara que ce programme était hybride. Ce dernier incluait les deux visions : la vision réformiste qu'il critiquait et la vision révolutionnaire qu'il revendiquait. Pour Lénine :

---

<sup>21</sup> Lénine développe cette polémique très instructive dans le texte : *Le problème des coopératives dans le Congrès Socialiste de Copenhague*.

"Il est parfaitement clair qu'ici s'esquissent deux lignes fondamentales : la première, la ligne de lutte de classe du prolétariat, la reconnaissance de la valeur qu'ont les coopératives comme instrument de cette lutte, comme un de ses moyens auxiliaires, et la définition des conditions dans lesquelles les coopératives remplissent ce rôle au lieu d'être de simples entreprises commerciales. L'autre ligne est la ligne petite bourgeoise, qui cache le problème du rôle des coopératives dans la lutte de classe du prolétariat, qui leur confère un sens qui va au-delà de cette lutte (c'est-à-dire qui confond les aspirations prolétariennes et celles des patrons sur les coopératives) et qui définit ses objectifs avec des phrases générales qui peuvent aussi être acceptables pour le réformateur bourgeois, cet idéologue des grands et des petits patrons progressistes."

Pour résoudre ce problème, Lénine propose deux amendements au projet de programme :

"En premier lieu, substituer les phrases : "(les coopératives) aident les ouvriers à préparer la démocratisation et la socialisation de la production et de l'échange" par "(les coopératives) aident, jusqu'à un certain point, à préparer le fonctionnement de la production et de l'échange après l'expropriation de la classe capitaliste".

Et le même Lénine explique :

"Le sens de cet amendement n'est pas que les coopératives *ne* peuvent *pas* aider les ouvriers maintenant, mais plutôt que le fonctionnement de la future production et du futur échange, que les coopératives *préparent* déjà maintenant, ne peut commencer *qu'après* l'expropriation des capitalistes."

## SUR LE CONTROLE OUVRIER DE LA PRODUCTION



### En Russie, en 1917

Ayant pris le pouvoir en Russie, un des premiers décrets du gouvernement révolutionnaire, écrit par Lénine le 27 octobre 1917, fut le Projet de Décret sur le contrôle ouvrier, que nous reproduisons ici :

- Est établi, le contrôle ouvrier sur la production, la conservation et l'achat-vente

de tous les produits et matières premières, dans toutes les entreprises

industrielles, commerciales, bancaires, agricoles, etc. qui comptent au moins cinq ouvriers et employés (au total) ou dont les bénéfices annuels ne sont pas inférieurs à 10 milles roubles.

- Le contrôle ouvrier sera exercé par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, de forme directe si l'entreprise est petite, ou via leurs représentants, dont l'élection se réalisera immédiatement en assemblée générale, dûment enregistrée, les noms devant être communiqués au Gouvernement et aux soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans.
- Est absolument interdite, l'interruption du travail dans une entreprise ou une industrie d'importance nationale, ainsi que toute modification dans son fonctionnement, sans autorisation des représentants élus par les ouvriers et les employés.
- Tous les livres de comptabilité et les documents, sans exception, ainsi que tous les stocks et dépôts de matériaux, outils et produits, sans aucune exception, doivent être ouverts aux représentants élus par les ouvriers et les employés.
- Les décisions des représentants élus par les ouvriers et les employés sont obligatoires pour les propriétaires des entreprises et ne peuvent être annulées, sauf par les syndicats et par les congrès syndicaux.
- Dans toutes les entreprises d'importance nationale, tous les propriétaires et tous les représentants élus par les ouvriers et les employés pour exercer le contrôle ouvrier sont responsables devant l'Etat du maintien rigoureux de l'ordre, de la discipline et de la conservation des biens. Les personnes coupables de fraude, d'occultation des stocks, des bilans, etc., seront punis par la confiscation de leurs biens et avec des peines de prison allant jusqu'à cinq ans.
- Sont considérées comme entreprises d'importance nationale toutes celles qui travaillent pour la défense ou sont, de quelque forme que ce soit, liées à la production d'articles nécessaires pour la subsistance de la population.
- Les Soviets locaux de députés ouvriers et les conférences de représentants de comités d'employés établiront, en assemblées générales de leurs représentants, les normes plus détaillées du fonctionnement du contrôle ouvrier.

Cependant, le contrôle ouvrier de la production n'est pas une mesure à être défendue seulement par la prise de pouvoir du prolétariat. Dans le Programme de Transition (point 7), Trotsky mentionne le contrôle ouvrier



comme une des façons de supprimer le *secret commercial* imposé par le capital.

"Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à établir quels sont les bénéfices, les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée, à déterminer la véritable part du capitaliste et de l'ensemble des exploiters dans le revenu national, à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts ; à révéler, enfin, devant la société, le gaspillage épouvantable du travail humain qui résulte de l'anarchie du capitalisme et de la pure chasse au profit."

Trotsky considère aussi le contrôle ouvrier des usines comme une forme de lutte du prolétariat contre le chômage.

"La lutte contre le chômage est inconcevable sans une organisation large et hardie de *grands travaux publics*. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, s'ils ne font pas partie d'un plan général, établi pour une période de plusieurs années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, pour le compte de la société, dans les entreprises privées fermées à cause de la crise. Le contrôle ouvrier, dans de tels cas, fera place à une administration directe par les ouvriers."

Le contrôle ouvrier est aussi une condition pour l'élaboration d'un plan économique des travailleurs. Dans le Programme de Transition, Trotsky dit :

"L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire - du point de vue des intérêts des travailleurs et non des exploiters - est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans que le regard des ouvriers ne pénètre à travers les ressorts apparents et occultes de l'économie capitaliste."

Le fondamental, en relation avec le contrôle ouvrier, est sa caractérisation, dans la vision de Trotsky, comme moyen transitionnel, c'est-à-dire son potentiel socialiste. Revenant au Programme de Transition :

"Les comités des diverses entreprises doivent élire, dans des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin, de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra l'école de l'économie planifiée. Par l'expérience du contrôle, le prolétariat se préparera pour diriger directement l'industrie nationalisée quand l'heure aura sonné. (...) Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas sur la voie de la direction socialiste de l'économie."

Dans un interview donné le 9 mars 1918, à peine quelques mois après la prise de pouvoir en Russie, au journal nord-américain *The Independent*, Trotsky éclaircit de manière frappante ce que les révolutionnaires

bolcheviques entendaient par contrôle ouvrier de la production. Nous reproduisons ici certains passages de cet intéressant interview :

*The Independant* : L'intention de votre parti est d'exproprier les propriétaires des usines industrielles en Russie ?

*Trotsky* : Non. Nous ne sommes toujours pas prêts pour prendre en charge toute l'industrie. Cela viendra en son temps mais personne ne peut dire quand. Pour l'instant, nous espérons payer aux propriétaires, sur les bénéfices d'une usine, 5 ou 6 % de leur investissement actuel par an. Ce qui nous intéresse maintenant, c'est plus le contrôle que la propriété.

*The Independant* : Que voulez-vous dire par *contrôle* ?

*Trotsky* : Je veux dire que nous contrôlerons que l'usine soit dirigée non pas du point de vue du profit privé mais du point de vue du bien être social démocratiquement compris. Par exemple, nous ne permettrons pas que le capitaliste ferme son usine pour affamer ses travailleurs jusqu'à la soumission, ou parce qu'elle ne lui produit pas de bénéfices. Si elle fabrique des produits économiquement nécessaires, elle doit continuer à fonctionner. Si le capitaliste l'abandonne, il la perdra et elle sera prise en charge par un directoire élu par les travailleurs.

Dans l'interview, Trotsky rappelle également que le terme *contrôle* a d'autres implications :

*Trotsky* : Contrôle implique également que les livres et la correspondance de la compagnie seront ouverts au public, de manière à ce que dorénavant il n'y ait plus de secrets industriels. Si cette compagnie a du succès avec un processus ou un dispositif technique meilleur, celui-ci sera communiqué à toutes les autres usines de la même branche industrielle, de telle manière que le public extraie le maximum de bénéfice possible de cette découverte. En ce moment, cela est caché aux autres compagnies sous le diktat du motif de la recherche de profit, et, pour des années, l'article peut rester rare et cher sans nécessité pour le public consommateur. *Contrôle* signifie également que les ressources primaires limitées en quantité, comme le charbon, le pétrole, le fer, l'acier, etc., seront assignés aux différentes usines selon leur utilité sociale. Sur un stock limité de matériaux de production, les compagnies qui produisent des biens de luxes peuvent réclamer beaucoup moins que celles qui produisent des biens nécessaires."

Mais Trotsky déclare :

" Ne m'interprétez pas mal. Nous ne sommes pas ascétiques. Les biens de luxe se produiront aussi, quand il y aura suffisamment de combustible et de matériaux pour toutes les usines."

## Point de vue

### La gauche révolutionnaire et le front populaire <sup>22</sup>

Martín Hernandez  
Membre du Comité Exécutif de la Ligue  
Internationale des Travailleurs - Quatrième  
Internationale

Dans les années 1979/80, une vague d'enthousiasme a parcouru les rangs d'une bonne partie du mouvement trotskiste mondial. Après de nombreuses années de dispersion, s'ouvrait la possibilité de construire une organisation révolutionnaire assez importante, au niveau international.

Deux des plus importants courants du mouvement trotskiste international avaient entamé un processus d'unification : la Fraction Bolchevique, dirigée par Nahuel Moreno, avec une importante implantation en Amérique latine, spécialement en Argentine où le PST (Parti Socialiste des Travailleurs) résistait à la dictature militaire féroce, et le CORQUI (Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale), dirigé par Pierre Lambert, avec un parti en France fort de plus de 3 000 militants ainsi qu'une série d'organisations dans plusieurs pays du monde. A ces deux organisations s'ajoutait la Tendence Léniniste Trotskiste qui, bien que beaucoup plus petite que les deux précédentes, avait une importance significative dans la mesure où il s'agissait d'un courant interne au Secrétariat Unifié dirigé par Mandel.

Entre ces trois courants internationaux ont été entamé une série d'activités communes et une discussion profonde relative au programme, ce qui a permis de surmonter la plupart des différences politiques, organisationnelles et relatives au programme, de telle sorte qu'à la fin de l'année 1980 s'est tenu le congrès de fondation d'une nouvelle organisation internationale, la QI (CI) - Quatrième Internationale (Comité International).

La fondation de la nouvelle organisation internationale a ouvert des possibilités énormes dans plusieurs pays : au Pérou, en Argentine, en France, au Vénézuéla, en Algérie, en Espagne, en Pologne. Au Brésil, ce processus d'unification a mis à l'ordre du jour la construction d'un parti révolutionnaire de plus de 2 000 militants, à partir de la fusion du courant 'O Trabalho' (qui faisait parti du CORQUI) qui à ce moment comptait un millier de militants,

---

<sup>22</sup> Cet article est le prologue à la publication brésilienne d'un livre de Nahuel Moreno sur les fronts populaires.

avec 'Convergencia Socialista' (de la Fraction Bolchevique) avec un nombre similaire de militants. Il faut se rendre compte de l'impact qu'avait eu cette nouvelle organisation sur la réalité brésilienne, étant donné qu'elle avait vu le jour au moment même où commençait à se construire le 'Partido dos Trabalhadores' (Parti des Travailleurs, PT), dont ces deux courants faisaient partie, et peu de temps avant que se construise la 'Central Única de Trabalhadores' (Centrale Unifiée des Travailleurs, CUT).

Toutefois, ce processus tellement progressif au niveau international a très peu duré. Au moment où dans plusieurs pays du monde, y compris au Brésil, se développaient des processus d'unification nationale, la QI (CI) a éclaté.

Que s'est-il passé ? Comment a-t-il été possible qu'une organisation qui avait été si sérieusement et patiemment construite, sans ultimatums ni concessions, ait eu une vie aussi courte ? Comment a-t-il été possible qu'un processus d'unification qui a été mené par des dirigeants tellement expérimentés comme Moreno et Lambert, ait échoué si rapidement et frustré les milliers de militants qui avaient mis leur espoir dans cette nouvelle organisation ?

Aujourd'hui, avec l'avantage de pouvoir analyser les faits avec 20 années de recul, il s'avère plus facile de trouver des réponses à ces questions. Le fait est qu'en France avait triomphé le front populaire dirigé par Mitterrand, et l'OCI (Organisation Communiste Internationale), dirigée par Lambert, avait capitulé face au nouveau gouvernement bourgeois. Au niveau de la QI (CI), il y a eu une importante résistance à cette capitulation, mais la nouvelle organisation internationale n'est pas parvenue à inverser le cours pris par la section française. Autrement dit, la QI (CI) s'est effondrée parce qu'elle n'a pas supporté la pression du front populaire.

En analysant ces événements plusieurs années plus tard, Nahuel Moreno signalait : *"Les différences entre notre courant et le lambertisme concernant la politique en France n'étaient pas, comme nous l'avons vu, de moindre envergure. Il s'agissait d'une question relative au programme : la stratégie trotskiste face aux gouvernements de front populaire...toutefois, même cette différence abyssale ne devait pas conduire obligatoirement à une lutte dure de fractions qui aurait abouti à la rupture...La raison profonde de la rupture de la QI (CI) ont été ces méthodes (bureaucratiques de Lambert) qui ont empêché la discussion démocratique des différences existantes."*<sup>23</sup>

Il n'y a pas de doute que Moreno avait raison en relevant le rôle néfaste que les méthodes de Lambert ont joué dans ce débat, qui de fait ont empêché tout débat ; toutefois, nous pensons que *"la raison profonde de la rupture de*

---

<sup>23</sup> "Nuestra experiencia con el lambertismo" Nahuel Moreno et Mercedes Petit - Crux Ediciones - P. 159

la *QI (CI)*" ne sont pas ces méthodes. Il faut trouver la raison profonde de la rupture précisément dans ce que Moreno combattait : **la capitulation de l'OCI française face au gouvernement de front populaire de Mitterand.**

### **L'OCI n'a pas été une exception**

Le Comité Paritaire, qui était l'organisme de direction de ce processus de rapprochement, a chargé Nahuel Moreno d'élaborer le programme pour la nouvelle organisation internationale.

Jusqu'à ce moment, le Comité Paritaire fonctionnait sur base d'accords mais dans la mesure où on a convenu d'avancer en direction de l'unification des trois courants, il s'avérait nécessaire d'aborder les divergences. Sur base de cet objectif, Moreno a élaboré un texte dans lequel ont été développés en profondeur tous les points où il y avait, ou pourrait y avoir, des divergences. Il a été question ainsi des différents types de fronts, des tâches démocratiques, du mot d'ordre d'Assemblée Constituante, des différences entre principe, stratégie et tactique, et d'une série d'autres points. Toutefois, dans ce texte volumineux, **le sujet du front populaire n'a même pas été abordé.**

Quelque temps après la crise de la *QI (CI)*, Moreno a fait une autocritique pour cette erreur. A son avis, il l'avait commise parce qu'il n'avait jamais pensé que Lambert et l'OCI aurait pu capituler face au front populaire français, étant donné que selon lui le point faible du courant lambertiste était son sectarisme et non ses tendances opportunistes.

Moreno a eu raison en indiquant cette erreur dans ses "*Thèses*". Toutefois, en analysant historiquement le comportement de la gauche révolutionnaire en ce qui concerne les gouvernements de front populaire, il faut arriver à la conclusion que l'erreur commise par Moreno au moment d'élaborer le programme pour la nouvelle organisation internationale avait une portée plus grande, étant donné que le comportement du lambertisme n'a pas été une exception. Au contraire, l'OCI française répétait quelque chose qui est presque devenu une constante dans l'histoire : **la capitulation de la plupart des courants de la gauche révolutionnaire face aux différents gouvernements de front populaire.**

La première expérience de gouvernement de front populaire a été celle du Gouvernement Provisoire russe qui est apparu après la révolution de février 1917. Des mois plus tard, en octobre, les bolcheviques ont dirigé la révolution qui a détrôné ce gouvernement en donnant naissance ainsi au premier Etat ouvrier de l'histoire. Ce triomphe révolutionnaire - concernant la politique à adopter face à un gouvernement de front populaire - ne peut

pas dissimuler le fait qu'après cet événement, dans la plupart des occasions, la gauche révolutionnaire a eu tendance à capituler face aux gouvernements de ce type. De la même façon, on ne peut pas non plus dissimuler le fait que les bolcheviques eux-mêmes, pour faire face au Gouvernement Provisoire de front populaire et le mettre en échec, ont dû changer radicalement leur orientation originale qui était la capitulation ouverte à ce gouvernement (un changement intervenu grâce à Lénine). Il suffirait de se rappeler dans ce contexte le manifeste publié par les bolcheviques après la victoire de la Révolution de février, dans lequel on appelait à soutenir le nouveau gouvernement bourgeois. Dans ce manifeste on disait que "*les ouvriers des ateliers et des usines ainsi que les troupes mutinées doivent, immédiatement, choisir leurs représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire*"<sup>24</sup>

En analysant le cas de la révolution russe, on pourrait penser que les positions erronées des bolcheviques étaient dues au fait qu'à ce moment la direction du parti était jeune et inexpérimentée, étant donné l'absence des principaux dirigeants qui étaient en prison ou en exil. Cette jeune direction (avec Molotov à la tête) a toutefois été remplacée, déjà au mois de mars, par la vieille direction de Staline et Kamenev, qui non seulement n'a pas corrigé l'orientation opportuniste du parti mais l'a approfondie.

Nous ne pouvons pas non plus parler d'une direction jeune et inexpérimentée dans le cas du POUM de l'Espagne. A la tête de ce parti se trouvait Andres Nin, un révolutionnaire qui avait commencé à militer en 1913 dans les rangs de la CNT anarchiste, qui a vécu et milité en Russie depuis 1921 jusqu'en 1930, qui a été délégué du Soviet de Moscou, qui a été membre du secrétariat de l'Internationale Syndicale Rouge et qui en 1930 a été nommé pour faire partie du Bureau International de l'Opposition de Gauche Internationale (l'organisation qui a précédé à la IV Internationale dirigée par Léon Trotsky).

Toutefois, malgré toute cette expérience, la politique de Nin pour l'Espagne a été l'opposée de celle de Lénine en Russie, à tel point que Trotsky, qui revendiquait Nin comme un révolutionnaire honnête, a indiqué que la politique de Nin et du POUM équivalait à une trahison.

Dans les autres expériences de front populaire, l'activité des principaux courants de la gauche révolutionnaire n'a pas été très différente. Cela a été le cas de la Gauche Révolutionnaire dirigée par Pivert en France en 1936 ; et nous pouvons dire à peu près la même chose du MIR chilien, qui a toujours formulé des exigences et des critiques au Front Populaire dirigé par Salvador

---

<sup>24</sup> Cité par Léon Trotsky dans l'Histoire de la Révolution Russe

Allende mais qui n'a jamais rompu avec lui, à tel point que la garde personnelle d'Allende lui-même était composée de ses militants.

### **La tâche difficile de faire face aux gouvernements de front populaire**

Comme l'indiquait Trotsky, les gouvernements de front populaire offrent aux grandes organisations révolutionnaires des possibilités de développement, étant donné que dans ce type de gouvernement les directions traîtres sont obligées de montrer leur véritable face. Toutefois, profiter de cette occasion s'est avéré une tâche très difficile dans la pratique. Il suffit pour cela de voir la longue liste d'occasions manquées et de partis révolutionnaires anéantis par les fronts populaires.

Mais comment expliquer tant d'échecs de la gauche révolutionnaire face à ce type de gouvernement ? Il faut trouver l'explication, d'une part, dans le caractère même de ces gouvernements bourgeois, et d'autre part, dans le manque de cohérence révolutionnaire des directions alternatives.

Les gouvernements de front populaire ont plusieurs caractéristiques qui les identifient mais il y en a une prépondérante. Elle consiste à dire qu'il s'agit de "*gouvernements bourgeois anormaux*" puisque, contrairement aux gouvernements "*bourgeois normaux*", ils ne sont pas intégrés seulement par les partis bourgeois, ou par des représentants des forces armées, mais par des représentants des partis ouvriers qui, dans beaucoup de cas, sont la majorité dans ces gouvernements bourgeois. Voilà ce qui précisément lui donne un caractère "*anormal*", chose qui fait que les masses considèrent comme le leur, un gouvernement qui a comme principal objectif de mettre en échec et de démoraliser ces mêmes masses.

Dans ce cadre, la gauche révolutionnaire est placée face à un dilemme : **Avec les masses ou contre les masses ?** et la plupart des courants résolvent ce dilemme, qui en réalité est un faux dilemme, en optant pour la première alternative : "*Avec les masses*", *ce qui les mène, de l'une ou l'autre façon, à soutenir le Front Populaire et d'en faire partie, ou d'être, dans le meilleur des cas, son aile gauche.*

Le dilemme "*avec les masses ou contre les masses*" est un faux dilemme parce que les marxistes révolutionnaires, contrairement aux populistes et aux réformistes, sont toujours "*avec les masses*" et "*contre les masses*". Ils sont "*avec les masses*" dans leurs luttes contre tous les secteurs privilégiés et ils sont "*contre les masses*" en ce qui concerne leur conscience, qui est normalement bourgeoise, surtout quand le front populaire arrive au pouvoir. En ces moments, la conscience des masses souffre d'un recul brutal puisque,

non seulement elle est bourgeoise mais elle est, pour la première fois, massivement progouvernementale.

Lénine, qui a fait face au premier gouvernement de front populaire de l'histoire, a montré un autre chemin. A son retour d'exil, il s'est trouvé confronté au Gouvernement Provisoire qui était considéré par les masses, et par la direction du soviet, comme leur gouvernement. En plus, son propre parti était complètement confondu et, en général, capitulait au gouvernement. Dans ce cadre, Lénine a analysé et dénoncé en toute occasion le caractère capitaliste (et donc réactionnaire) du Gouvernement Provisoire.

En plus, il a appelé son parti à **faire face à la conscience des masses**. *"Il ne nous reste autre chose à faire qu'expliquer patiemment, avec persévérance, systématiquement... Aussi longtemps que nous serons en minorité, nous effectuerons un travail de critique, afin de libérer les masses de l'imposture."*<sup>25</sup>

Cela a été le premier pas, pour conduire par la suite les masses contre le gouvernement de front populaire, le renverser et imposer à sa place un gouvernement et un Etat ouvrier.



Discours de Lénine en avril 1917 à Petrograd

### **La gauche et le front populaire aujourd'hui**

Lénine a résumé son attitude face aux masses qui soutenaient le gouvernement provisoire dans cette phrase : *"Ne pas craindre de rester en minorité ! Non pour toujours, mais temporairement. L'heure du bolchevisme viendra"*.<sup>26</sup>

En regardant en arrière nous pouvons voir que, chaque fois que la gauche révolutionnaire a échoué, elle l'a fait parce qu'elle n'a pas assumé ce conseil.

<sup>25</sup> Cité par Léon Trotsky dans l'Histoire de la Révolution Russe

<sup>26</sup> Cité par Léon Trotsky dans l'Histoire de la Révolution Russe



D'autre part, actuellement, nous pouvons constater que la plupart de la gauche révolutionnaire actuelle n'a pas appris cette leçon. Elle a, aujourd'hui comme hier et à l'inverse de ce que disait Lénine, **une crainte énorme de rester en minorité**. Il suffit de voir pour cela la situation de la plupart de la gauche révolutionnaire au Brésil. Presque toute cette gauche s'est adaptée et s'est intégrée complètement au gouvernement (avec des postes importants, même au premier niveau) ; si elle ne défend pas l'utopie réactionnaire d'essayer de changer le front populaire "à partir de l'intérieur". Parmi cette gauche, le MST (Mouvement des Travailleurs sans Terre) n'est pas une exception. La direction de ce mouvement fait des efforts sans relâche pour soutenir le gouvernement, même si dans beaucoup d'occasions, elle le fait en dirigeant des occupations de terres, pour essayer de contenir sa base qui n'est pas disposée à accepter la trêve avec le gouvernement, une trêve que cette même direction essaye d'imposer.

Il est vrai qu'il y a quelques secteurs qui affrontent violemment le gouvernement et qui tendent à rompre avec lui et avec le PT ; ce sont les soi-disant "radicaux". Mais la réalité est qu'ils sont une petite minorité dans ce qu'on appelle "la gauche du PT."

Quand les dirigeants de ces organisations font référence au gouvernement de Lula comme "*notre gouvernement*", ils croient être avec les travailleurs, mais dans les faits ils sont seulement avec eux dans leur confusion. En renonçant à la tâche la plus élémentaire, qui est d'expliquer "patiemment" aux masses que le gouvernement du front populaire n'est pas leur gouvernement mais leur ennemi, en réalité ils démontrent leur méfiance profonde envers ces travailleurs, envers leurs propres positions et envers la révolution.

Ce serait toutefois une analyse trop partielle de dire que cette capitulation est due purement et exclusivement à une tendance à suivre la conscience des masses. Si c'était ainsi, à l'heure actuelle la plupart de la gauche du PT serait en train d'entamer un processus de rupture avec le parti, étant donné que c'est l'orientation que d'importants secteurs du mouvement de masses ont commencé à prendre, après six mois de gouvernement. Mais ce n'est pas ce qui est en train de se passer.

La gauche du PT ne rompt pas avec le gouvernement, parce que c'est "son gouvernement" auquel elle est intégrée, profondément, à travers des postes de confiance et à travers les différents blocs parlementaires.

Les différents courants de la gauche du PT sont apparus lors de la lutte du mouvement étudiant et syndical contre la dictature militaire, mais cette gauche a souffert d'une grande transformation. En faisant partie du PT, ces

courants ont eu d'importants succès électoraux et ont été éblouis par ces succès, avec leurs députés, conseillers, cabinets et hauts salaires. De telle sorte que ce qui en son temps était tactique (participer aux élections) s'est finalement transformé en quelque chose de stratégique ; c'est à partir de cette réalité que cette gauche établit sa relation avec le gouvernement et avec le PT lui-même. Accepter ou ne pas accepter de postes ; rompre ou ne pas rompre avec le PT ; tout cela n'est pas discuté par la plupart de ces courants du point de vue des besoins de la lutte de classes, et encore moins du point de vue des principes, mais en fonction de la répercussion électorale de telle ou telle mesure. D'autre part, il est nécessaire de préciser que ce processus qui a lieu au Brésil se situe dans le cadre d'une crise idéologique brutale d'une bonne partie de la gauche révolutionnaire au niveau mondial. Il suffirait de rappeler pour cela qu'une bonne partie de ces organisations "ont découvert" pendant les dernières années que la démocratie capitaliste a "une valeur universelle" et que les troupes impérialistes de l'ONU sont des forces "de paix".

En plaçant la situation actuelle dans un contexte historique, on pourrait répéter la vieille phrase : "rien de neuf sous le soleil" ; mais en disant cela, nous serions injustes avec ceux qui ont dirigé le parti bolchevique jusqu'à l'arrivée de Lénine, avec le POUM, avec la Gauche Révolutionnaire française de 1936 et avec Lambert lui-même durant les années 80. En effet, la réalité est qu'aujourd'hui nous vivons un processus dégénératif profond de la plupart des organisations de la soi-disant "gauche révolutionnaire".

Par exemple, Andres Nin a capitulé face au Front Populaire, mais il est mort en étant un révolutionnaire honnête, qui n'a jamais défini sa politique en fonction des députés ou des postes qu'il pourrait obtenir.

Pour voir la décadence de la plupart de la gauche révolutionnaire actuelle, il suffit de lire avec attention le travail de Moreno qui est publié aujourd'hui et qui a comme titre bien choisi "La trahison de l'OCI". Le lecteur pourra voir que Moreno, pour justifier cette caractérisation, a été obligé de démontrer, avec beaucoup de perspicacité, que derrière le discours trotskiste de Lambert se dissimulait le soutien au gouvernement de front populaire de Mitterrand. Lambert capitulait face au front populaire, fondamentalement à travers la logique de soutien à ce qu'il considérait comme des "mesures progressives" du gouvernement. Mais Lambert et l'OCI n'ont jamais dit que le gouvernement de Mitterrand était "leur gouvernement", et ils n'ont pas appelé à en faire parti ni le soutenir.

Si aujourd'hui Moreno était vivant et essayait de montrer la relation entre la plupart de la gauche révolutionnaire (y compris les lambertistes brésiliens)

et le gouvernement de front populaire de Lula, il n'aurait pas besoin de tant de perspicacité qu'il y a vingt ans. La trahison est tellement insolente qu'elle est visible à première vue.

Que peut-on dire d'autre de la participation de Monsieur Rosetto, du Secrétariat Unifié, comme ministre du Lula ? Que peut-on dire d'autre de ses discours glorieux expliquant comment il parvient à pacifier la lutte dans la campagne ? A propos, il est bon de rappeler que dans les rangs du trotskisme on n'a mémoire que d'un seul antécédent de ce type. C'était quand le Lanka Sama Samaja Party est entré au gouvernement de front populaire de Ceylan. Il faut aussi rappeler que la IV Internationale n'a pas hésité à expulser cette organisation de ses rangs.

Il y a sans doute "beaucoup de neuf sous le soleil". Peut-être qu'aucun exemple de cette réalité n'est plus frappant que la situation qu'occupe actuellement le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié) dans la lutte de classes brésilienne. Ce parti a (avec quelques petits groupes) "le triste privilège" d'être la seule organisation de la gauche révolutionnaire qui ne fait pas partie du front populaire dirigé par Lula et qui le combat.

### **Le débat sur le front populaire français et sa relation avec le Brésil**

En même temps que le débat qui a eu lieu au début des années 80 dans la QI (CI) sur le front populaire français, il y a eu une autre discussion concernant le Brésil.

Apparemment cette discussion n'était pas liée à l'autre, puisqu'au Brésil il n'existait pas un gouvernement de front populaire ; toutefois, la relation entre les deux discussions est devenue évidente plus de 20 ans après.

Au Brésil on discutait les documents de la nouvelle organisation qu'on essayait de construire à partir de l'unification entre les courants 'O Trabalho' et 'Convergencia Socialista', et la question de la relation des révolutionnaires avec le PT apparaissait au premier plan, comme une partie de cette discussion.

Convergencia Socialista, orientée par Moreno, soutenait qu'avec Lula il existait seulement un accord tactique, qui était de construire un parti ouvrier, mais qu'à partir de là existait une différence stratégique : Lula voulait construire un parti ouvrier pour collaborer avec la bourgeoisie, tandis que les révolutionnaires devaient construire un parti ouvrier pour la combattre.

Comme conclusion politique de cette caractérisation, Convergencia Socialista défendait que la nouvelle organisation, qui agirait à l'intérieur du PT, devrait avoir un profil très clairement défini. D'un côté elle devait être le

plus grand défenseur et constructeur du PT, et d'autre part elle devait développer constamment une opposition à la direction majoritaire dirigée par Lula.

Le courant O Trabalho était complètement contre cette position. Ils étaient en faveur d'être les grands constructeurs du PT mais ils étaient contre le fait que la nouvelle organisation devait être construite comme une opposition permanente à la direction luliste. Luis Favre, qui à cette époque était le bras droit de Lambert et qui a directement pris part à ces débats, a utilisé à plusieurs reprises l'argument suivant : *"nous ne pouvons pas écarter la possibilité de gagner Lula pour le trotskisme et la IV Internationale."*

Les années sont passées et les faits de la réalité, comme toujours, ont fini par résoudre les polémiques.

Convergencia Socialista s'est construite dans le PT dans un combat systématique contre la direction de Lula, jusqu'au moment où elle a été expulsée du parti pour avoir promu le mouvement contre le président Collor. A partir de là, ensemble avec d'autres secteurs révolutionnaires, s'est construit le PSTU qui aujourd'hui combat le front populaire dirigé par Lula.

O Trabalho a suivi un autre chemin. Après la division de la QI (CI), ce courant s'est intégré aux 111, qui était à ce moment le courant luliste dans le PT, et par la suite, Luis Favre, étant plus conséquent que Lambert, a organisé une rupture dans le courant O Trabalho dans le but de se dissoudre dans le PT.

Dans le texte écrit par Moreno sous le titre "La trahison de l'OCI", celui-ci disait que la politique de l'organisation française *"... abandonnait dans les faits la construction du parti révolutionnaire"*. Pour le démontrer, Moreno disait dans des cours et des allocutions que, dans la mesure où l'OCI soutenait Mitterrand et le PS français, il lui était impossible de se construire ; et il donnait l'exemple suivant : *"Imaginons qu'il y a deux cinémas, l'un à côté de l'autre, qui passent le même film et perçoivent un même prix d'entrée, mais l'un est moderne, avec des sièges confortables et air conditionné, et l'autre est vieux, avec des sièges en bois et sans air conditionné. Seulement un fou entrerait dans le vieux cinéma. C'est la même chose avec l'OCI et le PS français. Pourquoi quelqu'un va entrer à l'OCI si elle a la même politique que le PS ? S'il veut militer, il va entrer dans le PS qui est riche et est au gouvernement."*

Cet exemple de Moreno, une blague tout en étant sérieux, s'est finalement transformé en pronostique.

Nous ne savons pas si, parmi ceux qui se sont rapprochés de l'OCI dans cette période, beaucoup se sont finalement incorporés au PS, mais nous

savons que plusieurs de leurs cadres les plus importants ont effectivement fait ce pas. Cela a été le cas de Cambadelis, son dirigeant étudiantin le plus important, et cela a aussi été le cas de Lionel Jospin, un lambertiste qui faisait de l'entrisme dans le PS et qui a préféré rester dans le cinéma moderne, avec ses sièges commodes et son air conditionné.

Au Brésil s'est passé la même chose, mais à une échelle plus ample. La rupture dirigée par Favre, qui s'est dissoute dans le PT, réunissait la plupart des militant et des dirigeants du courant O Trabalho.

Comme on peut le voir, l'hypothèse de Favre ne s'est pas réalisée. Lula ne s'est ni converti au trotskisme ni joint à la lutte pour reconstruire la IV Internationale. Au contraire, selon ce vieux refrain "*si Mahomet ne va pas à la montagne...*", c'est bien Luis Favre qui est devenu luliste, ainsi que la plupart des dirigeants lambertistes.

Lula a suivi son chemin et a fini par occuper la présidence du pays à la tête d'un gouvernement de front populaire - qui d'ailleurs est un des gouvernements les plus anti-ouvriers et pro-impérialistes de l'histoire du Brésil. Favre a apporté, et apporte, à ce gouvernement toute sa collaboration et celle de plusieurs ministres et secrétaires importants, issus de son courant.

D'autre part, le courant O Trabalho paraît ne pas avoir appris la dure leçon que la vie lui a imposée. La réalité a beaucoup changé durant toutes ces années mais le lambertisme brésilien reste fidèle à la même politique. Avec un nombre réduit de militants (moins que le quart de ce qu'il avait il y a vingt ans) il agit toujours comme faisant partie de l'aile gauche du PT. Seul un petit détail à changer : avant ils étaient l'aile gauche d'un parti d'opposition au gouvernement, tandis que maintenant ils sont l'aile gauche du parti au gouvernement.

Vingt ans se sont passés depuis ces débats sur le front populaire français, sur sa relation avec le Brésil, sur Lula, sur le destin du PT, et aujourd'hui nous pouvons constater, en paraphrasant Trotsky, que "ce qui n'était qu'une égratignure s'est transformé en gangrène."

### **Et au Brésil ?**

Comme nous l'avons vu, dans la plupart des cas la gauche révolutionnaire n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités historiques quand il fallait faire face à un gouvernement de front populaire. Ce sera la même chose au Brésil ?

Il y a des pressions sociales énormes pour qu'il en soit ainsi ; il faut toutefois voir qu'au niveau mondial, et particulièrement en Amérique latine,

se développe une puissante montée des masses, et cette montée agit sur la réalité brésilienne, sur ses luttes et sur les organisations sociales.

Au moment où nous écrivons ces lignes, une grande partie des fonctionnaires font face, au moyen d'une grève, à la plupart de leurs directions et à "leur gouvernement". La plupart de la soi-disant "gauche du PT" se maintient fidèle au gouvernement de Front Populaire, ce qui représente pour elle une usure considérable vis-à-vis des secteurs en lutte, lesquels, dans plus d'une occasion, mettent le doigt dans l'œil de leurs dirigeants et les accusent, non sans raisons, "de traîtres". Il existe toutefois un autre secteur, faisait aussi partie de la gauche du PT, les soi-disant "radicaux", qui se prononcent contre les réformes du gouvernement et en faveur des grévistes, ce qui ouvre la possibilité d'un nouveau cadre politique. Il y a déjà, par exemple, une discussion en cours : la nécessité, face à la trahison du PT, de construire un nouveau parti. Mais en même temps, comme il fallait s'y attendre, apparaît un débat sur le caractère de ce nouveau parti. Il existe une forte pression pour que ce nouveau parti ne se construise pas ou, s'il se construit, n'aille pas au delà d'un simple projet électoral. Entre-temps, il existe une autre pression, qui se renforce avec les grèves contre le gouvernement et avec les occupations de terres qui débordent la direction du MST, qui va dans le sens de construire un instrument pour diriger les masses dans la lutte révolutionnaire pour la libération nationale et sociale.

Dans la phase actuelle du processus brésilien, ce débat est central, et la "gauche révolutionnaire" méritera ou non ce titre selon la façon dont elle se situe par rapport à cette question.

La crise de la QI (CI) a frustré en son temps des milliers de militants révolutionnaires. Toutefois, toute crise a son côté positif. La QI (CI) est entrée en crise parce que l'OCI française a capitulé face au gouvernement de front populaire de Mitterrand. Mais il y a eu un important secteur qui a refusé d'être complice de cette capitulation. Il y a eu une bataille. Et en première ligne dans cette bataille se trouvait Nahuel Moreno. Cette bataille est résumée dans les deux textes importants qui sont publiés maintenant au Brésil : "*Le gouvernement de Mitterrand, ses perspectives et notre politique*" et "*La trahison de l'OCI*". A l'époque, ces textes ont été polémiques. Aujourd'hui ils le sont toujours mais sont maintenant, avant tout, **un guide pour l'action** de tous ces secteurs qui, au Brésil et dans le reste de l'Amérique latine, sont prêts à s'orienter dans un sens révolutionnaire.

Présentation .....	1
Année 2003.....	3
<i>La nouvelle crise de l'impérialisme et la révolution mondiale.....</i>	<i>3</i>
Le néolibéralisme et la mondialisation ont aiguisé le caractère parasitaire et destructeur de l'impérialisme. ....	4
Les époques .....	6
Les étapes de l'époque impérialiste.....	7
1989-1991 : les révolutions en Europe de l'Est ouvrent une 4 <sup>ème</sup> étape .....	7
La montée du néolibéralisme : les années 90 et le nouvel ordre mondial.....	9
1995-1999 : la crise du néolibéralisme et la montée dans la périphérie commencent à changer la situation. ....	11
La mondialisation de la situation révolutionnaire.....	12
Une situation mondiale révolutionnaire.....	12
La crise économique mondiale .....	14
La doctrine de la guerre préventive .....	17
Les limites de l'offensive impérialiste .....	18
Le rôle de l'ONU : la politique de Bush met en danger le nouvel ordre .....	20
Argentine .....	23
<i>L'état actuel de la révolution .....</i>	<i>23</i>
Pourquoi Kirchner n'a-t-il pas agi comme Lula ? .....	23
Les hauts et les bas des révolutions .....	25
Le résultat électoral : un triomphe du gouvernement et de l'impérialisme .....	28
La situation économique.....	30
La direction : la clé de tous les problèmes.....	32
Un gouvernement pro-impérialiste qui craint le mouvement des masses.....	33
La révolution est présente.....	35
Les changements dans la dynamique de classes de la révolution .....	37
La révolution antibureaucratique.....	39
La perspective la plus probable .....	39
Argentine .....	41
<i>L'expérience des "entreprises récupérées".....</i>	<i>41</i>
Les causes profondes .....	42
Une lutte difficile.....	43
Trois variantes .....	44
Un processus très progressiste .....	46
Points de référence.....	47
Les organisations .....	48
Ce que disent les classiques .....	49
<i>Association coopérative et contrôle ouvrier de la production.....</i>	<i>49</i>
SUR L'ASSOCIATION COOPERATIVE .....	49
Engels: du socialisme utopique au socialisme scientifique .....	50

Marx: les coopératives comme forme de transition .....	50
Rosa Luxemburg: les limites de l'association coopérative.....	52
Trotsky : les coopératives et les conditions préalables pour le socialisme .....	53
Lénine : révolutionnaires et réformistes face aux coopératives .....	54
SUR LE CONTROLE OUVRIER DE LA PRODUCTION.....	55
En Russie, en 1917 .....	55
Point de vue .....	59
<i>La gauche révolutionnaire et le front populaire</i> .....	59
L'OCI n'a pas été une exception.....	61
La tâche difficile de faire face aux gouvernements de front populaire .....	63
La gauche et le front populaire aujourd'hui .....	64
Le débat sur le front populaire français et sa relation avec le Brésil.....	67
Et au Brésil ?.....	69

